ISSN 0024-7650

LA CRISE ÉCONOMIQUE
SPÉCULATIONS EN TOUS GENRES : la course au profit des trusts et des banques

Pages 10 et 11

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 735 - 3 juillet 1982 - prix : 6 F

Grande-Bretagne :
des épines dans l'union sacrée

Pages 8 et 9

La petite guerre de la Mairie de Paris :

UN TERRAIN OÙ LE GOUVERNEMENT EST PLUS FERME QUE POUR DÉFENDRE LES TRAVAILLEURS.

Israël contre les Palestiniens... et contre son propre peuple

Pages 3 et 4

Contre l'austérité c'est une lutte d'ensemble qu'il faut organiser !

Pages 5 à 7

M 6189 - 735 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 4 :
— **Israël : Begin-Sharon, un tandem pour une politique de plus en plus à droite.**
— **Des Israéliens contre la guerre.**

Pages 10 et 11 :
— **La crise économique : ceux qui en profitent sont les mêmes que ceux qui l'aggravent.**

Pages 12 et 13 :
— **Grande-Bretagne : après la guerre des Malouines, l'union sacrée en crise.**
— **USA : Schultz remplace Haig ; deux hommes au service des mêmes intérêts.**

En France

Page 5 :
— **Les salaires responsables de l'inflation ? Une escroquerie !**
— **Au Conseil des ministres.**

Pages 6 et 7 :
— **Blocage des prix : du mythe à la réalité.**
— **Les syndicats à la remorque d'une politique anti-ouvrière.**

Page 8 :
— **La commission parlementaire d'enquête sur le SAC.**

Page 9 :
— **Dans les Ardennes : refus d'une fermeture d'usine et d'une centrale nucléaire.**

Page 14 :
— **En votre arme et conscience...**
— **Les travailleurs de Pompey manifestent à Paris.**

Page 15 :
— **Dans les entreprises : les projets de la CGT à Renault Billancourt ; CHS Esquirol Limoges ; Usinor Dunkerque.**

Page 16 :
— **Unelec Vierzon ; Carbone-Lorraine Gennevilliers ; entreprise Lefebvre.**

Culture

Page 17 :
— **Des livres pour les vacances.**

Pages 18 et 19 :
— **Expositions : *Georges Braque* et *Yves Tanguy* au Centre Beaubourg.**
— **Livre : *La vie quotidienne des paysans français au XVII^e siècle* de P. Goubert.**
— ***L'île de Tulipatan* d'Offenbach.**
— **Film : *Un matin rouge* de J.J. Aublanc.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

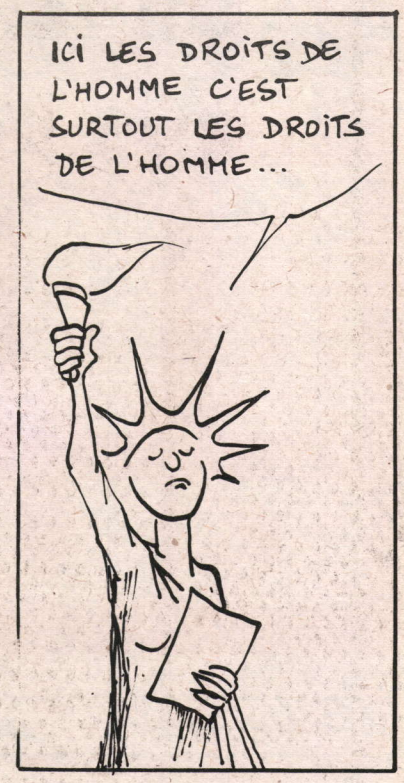
Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Impressions 93.100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

Tous les Américains sont égaux... mais les hommes restent plus égaux que les femmes.



Il y a dix ans, le Congrès américain (Chambre des députés et Sénat) ajoutait un amendement sur l'égalité des sexes à la Constitution des Etats-Unis. Il avait fallu presque cinquante ans de procédure et de lutte des mouvements féministes pour en arriver à ce résultat.

Seulement, aux USA, il ne suffit pas qu'un tel texte soit adopté par le Parlement : il doit ensuite être ratifié par au moins 38 des 52 Etats qui composent le pays. Or il ne s'en est trouvé que 35 pour le ratifier, à la date limite du 30 juin dernier. L'égalité entre hommes et femmes n'est donc pas reconnue officiellement aux Etats-Unis.

Bien sûr, même inscrite en toutes lettres dans la Constitution, cette égalité des sexes n'aurait été qu'un beau principe de plus — la Constitution telle qu'elle est reconnaît déjà « l'égalité de toutes les personnes » !

Mais il faut croire que, même au niveau des principes, c'est encore plus que n'en peuvent supporter certains... et certaines. « Que fait-on du droit des femmes qui ne veulent pas être à égalité avec les hommes ? », **s'écriait la fondatrice d'un mouvement créé spécialement pour combattre l'amendement. Et ces dernières années on a vu se développer une invraisemblable campagne contre cet amendement, avec des arguments d'un haut niveau intellectuel, par exemple :** « seuls les homosexuels et les lesbiennes profiteront de l'amendement » ; **ou encore :** « Il n'y aura plus de toilettes séparées pour hommes et femmes dans les lieux publics ».

Il faut croire que ceux qui sont à la tête des Etats-Unis sont sensibles à ce genre d'arguments. En tout cas, dans le pays où la science, la technique sont les plus évoluées du monde, on n'a toujours pas appris que la femme est l'égale de l'homme.

Belle brochette de nu...ls !

Dans un dossier sur le nudisme, **Le Matin** révèle cette décision du conseil municipal de Tropea, ville balnéaire de Calabre en Italie : **« Le nu sera interdit sur le territoire de la commune, exception faite pour les beaux nus de femmes, si possible jeunes, capables d'exalter la beauté et la féminité du corps ».**

Les féministes italiennes ont menacé de descendre à Tropea et d'exiger la photo des conseillers... nus. Le maire a préféré abroger son règlement en commentant : **« Dommage, nous aurions pu faire de Tropea un îlot de belles femmes ».**

A défaut, c'est un îlot de ballots. Pas même beaux, puisqu'ils ont eu peur d'exhiber leur photo !

4 è m e chaîne : au prix fort ?

Le feuilleton de la création de la 4ème chaîne de télévision continue. On se souvient que Mitterrand avait annoncé officiellement sa création, lors de sa conférence de presse du 9 juin dernier, en précisant que **« cela ne nécessitera aucune charge fiscale supplémentaire ».** Certains, dont nous-mêmes d'ailleurs, avaient cru comprendre que ce serait une chaîne comme les autres, c'est-à-dire financée par la redevance télé. Mais si l'on croit le journal **Le Matin,** qui fait état d'un rapport confidentiel de TDF, l'organisme officiel qui installe et gère les émetteurs de radio et de télévision, cette 4eme chaîne serait bel et bien payante. Et même chère, puisque l'abonnement serait de 110 F par mois, plus une caution de 400 F pour le décodeur, indispensable pour recevoir les émissions. En échange de quoi vous pourriez voir un film tous les soirs, des films récents, puisqu'ils pourraient être diffusés 6 mois après leur sortie dans les salles.

Certains crient à la mort du cinéma, TDF explique qu'il s'agit là d'une ressource complémentaire appréciable pour l'exploitation des films. On remarque surtout qu'on instaurerait ainsi une discrimination par l'argent. C'est peut-être ainsi que le gouvernement entend faciliter l'accès de tous à la culture ?

L'exposition universelle à Paris en 1989

Paris sera en 1989 le siège de l'exposition universelle.

Cela coûtera paraît-il un milliard de francs (au cours actuel) pour aménager les 130 hectares le long de la Seine entre les terrains Citröen (15^e arrondissement) et Bercy (11^e). On attend 60 millions de visiteurs entre le 15 avril et le 15 octobre, et 5 milliards de recette.

Une bonne affaire ? Sans doute.

Une affaire de prestige ? Sûrement. Le thème est ambitieux : **« Les chemins de la liberté — projet pour le troisième millénaire ».** Certains pavillons consacrés à des expositions sur les droits de l'homme ou les progrès techniques et scientifiques sont même destinés à demeurer après l'exposition, ainsi qu'un nouveau pont sur la Seine.

Pompidou a eu son Beaubourg.

Mitterrand aura son exposition... s'il est toujours président d'ici là !

LA LUTTE DE CLASSE N° 95 EST PARUE

Au sommaire :

- **Le conflit des Malouines : sentiment national des masses argentines et indépendance du prolétariat.**
- **la cinquième guerre israélo-arabe.**
- **L'économie capitaliste en crise : le système financier et monétaire vers la banqueroute.**
- **Espagne : après le verdict du procès Tejero, quel avenir pour le parlementarisme ?**
- **Guadeloupe : les nationalistes à la recherche de troupes dans la classe ouvrière.**
- **A propos de la politique de la LCR : un gouvernement pas comme les autres.**

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

LA PETITE GUERRE DE LA MAIRIE DE PARIS :

Un terrain où le gouvernement est plus ferme que pour défendre les travailleurs

AVEC son projet de réforme du statut de la Ville de Paris, le gouvernement a peut-être jeté un pavé dans la mare de Chirac, mais il a, en tout cas, redonné à celui-ci et à ses amis du souffle et de l'inspiration.

Et il faut le voir, le maire de Paris, s'indigner que les socialistes profitent de ce qu'ils ont le pouvoir pour s'en prendre un peu à son fief, à lui, Chirac, et pour placer leurs hommes : comme si ces méthodes-là n'étaient pas les siennes aussi !

En réalité, les hommes au gouvernement aujourd'hui ne font rien d'autre que ce qu'ont fait leurs prédécesseurs de droite, quand ils avaient les moyens de faire adopter des réformes électorales taillées sur mesure, des réformes de statut, des modifications de découpages électoraux.

Oui, rien d'autre, n'en déplaise à la droite. Mais rien d'autre non plus, n'en déplaise à la gauche.

Car quand le Parti Socialiste présente cela comme une mesure dans l'intérêt de la population, ou quand le Parti Communiste dit qu'il faut se réjouir parce que Paris va être gouverné plus démocratiquement, l'un et l'autre nous mentent.

Ce qui intéresse les partis de gauche dans cette affaire, c'est de récupérer des postes et de porter, si possible, un coup à Chirac. Personne ne plaindra ce dernier. Mais c'est tout. Et c'est peu face aux problèmes qui se posent aux travailleurs avec le chômage, les hausses de prix et le blocage des salaires. Les intérêts des politiciens de gauche et les aspirants aux sinécures municipales ont un enjeu dans cette bagarre qui promet d'être vive. Mais pas les travailleurs, même pas les travailleurs parisiens.

Cela dit, il faut en tout cas remarquer que les dirigeants du gouvernement ont plus d'allant pour défendre les intérêts des politiciens de gauche contre ceux des politiciens de droite, que lorsqu'il s'agit de s'en prendre, ne serait-ce qu'un peu, aux intérêts des capitalistes et des patrons. Quand il s'est agi de la loi sur l'impôt sur la fortune, ou des lois Auroux, les discussions ont traîné, les lois, au fil des mois, ont fini par être vidées de leur peu de contenu. Par contre, maintenant qu'il s'agit de placer leurs hommes, les dirigeants de gauche se donnent l'air de vouloir agir vite et ferme.

Il n'est bien sûr pas impossible qu'après ce coup d'éclat, le gouvernement recule devant Chirac. Ce ne serait pas la première fois qu'ils cèderait devant la droite. Mais il est possible qu'il tienne tête, car, sur ce terrain-là, il a les mains relativement libres : ces mesures, même si elles aboutissent à une réduction des pouvoirs de Chirac, n'auront pas de conséquences pour la bourgeoisie de ce pays. Elles ne seront même pas très graves pour Chirac, qui a des ambitions à un tout autre niveau : car, s'il peut y perdre un peu de son pouvoir, il risque d'y gagner du prestige auprès de toute la droite qui verra en lui une victime du gouvernement de gauche. Et pour son image de leader de l'opposition, ce n'est pas négligeable.

Oui, la manœuvre des politiciens de gauche réussira peut-être, et il y aura peut-être en 1983 un peu plus de socialistes et de communistes en poste dans les services des mairies d'arrondissement ou à l'Hôtel de Ville. Mais les travailleurs de ce pays doivent savoir, dès aujourd'hui, qu'ils n'y gagneront rien.

Cette guerre de clochers ne révèle bien sûr rien de neuf : il y a belle lurette que les politiciens de gauche ont fait la preuve qu'ils sont de la même eau que les politiciens de droite.

Mais elle ne contribuera certainement pas — et quelle qu'en soit l'issue — c'est-à-dire que le gouvernement tienne bon ou non — à renforcer le moins du monde la position morale de la gauche dans ce pays.

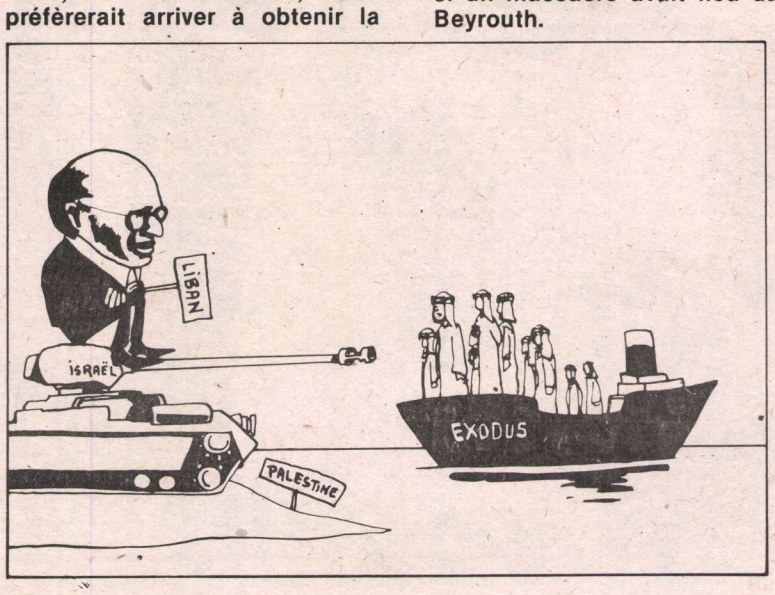
Au contraire, par leurs manœuvres, leurs petits calculs intéressés et à court terme, les politiciens de gauche contribuent à se discréditer. Ils renforcent les préjugés contre la politique, contre les idées socialistes et communistes. Et dans cette voie, la classe ouvrière peut y perdre beaucoup.

Arlette LAGUILLER

Les combattants palestiniens et l'armée israélienne toujours face à face

C'est toujours l'attente, à Beyrouth, où l'armée israélienne d'un côté, et les combattants palestiniens de l'autre, restent toujours face à face dans l'attente d'un dénouement.

L'armée israélienne campe sur ses positions, encerclant la ville après l'avoir détruite en partie. Elle ne desserre pas son étau, et les bombardements peuvent reprendre à tout moment. Mais, de toute évidence, Israël préférerait arriver à obtenir la reddition de l'OLP. Cela lui permettrait d'éviter, sur le plan militaire, d'avoir à investir Beyrouth et à faire face à des combattants palestiniens décidés à faire payer chèrement leur défaite à l'armée israélienne, et, sur le plan politique, « d'anéantir l'OLP », comme l'a dit le général Sharon, sans avoir à encourir la désapprobation de l'opinion publique internationale qui ne manquerait pas de se manifester si un massacre avait lieu dans Beyrouth.



Quant à la résistance palestinienne, Israël ne lui laisse pas d'autre choix que le combat ou l'exil pour une capitale arabe où elle serait désarmée, et où l'OLP serait muselée. Et elle reste isolée. Différents chefs d'Etat arabes, dont le président égyptien Moubarak, sont intervenus pour lui conseiller d'accepter la reddition.

Mais l'OLP ne se rend toujours pas. Et d'ailleurs c'est vrai, plus elle tient, plus elle a de chances d'obtenir des différents Etats qu'ils s'interposent politiquement et proposent des solutions négociées.

Mais l'Etat d'Israël a la force pour lui. Et rien ne dit que dans les jours qui viennent, il ne se décide pas à écraser, quoi qu'il lui en coûte, la résistance palestinienne dans le sang. Et si c'était la solution choisie, cela se ferait avec la complicité tacite de tous les Etats, qui laisseront faire et se contenteront d'émettre, après coup, quelques protestations, comme ils l'ont fait après l'invasion du Liban par Israël.

S.F.

(Voir nos articles sur Israël page 4).

Chirac défend sa place

Après l'annonce par le gouvernement de réformer le statut de la Ville de Paris, Chirac a sorti le grand jeu. A sa conférence de presse du jeudi 1er juillet à laquelle participait tout l'état-major du RPR, il commençait ses tirades sur un ton solennel et théâtral : « *La Ville de Paris, capitale de la France, est menacée de dissolution et de dislocation* ». « *Ce qu'aucun gouvernement depuis l'origine des temps, qu'il fût monarchique, impérial ou républicain, n'avait osé faire, voici que le pouvoir socialo-communiste veut aujourd'hui l'entreprendre pour assouvir une vindicte politique : il cherche ni plus ni moins à supprimer la commune de Paris, à briser l'intégralité de la ville dont l'histoire, deux fois millénaire, se confond avec celle de la patrie* ». Bref, à entendre Chirac, le ciel va tomber sur la tête des Parisiens en cas d'application du projet gouvernemental.

Et ce n'est pas tout, Chirac a lancé la grosse cavalerie. Pour lui le projet du gouvernement n'est ni plus ni moins qu'un « *attentat inouï contre les libertés locales* ». Pensez donc, le gouvernement socialiste essaie de lui rogner les ailes.

Chirac n'a pas craint non plu d'exhorter sur un ton pathétiqu « *tous les Parisiens à se mobil ser pour sauvegarder l'unité d leur ville* », traduisez sauvega der, à moi, Chirac, mes intérêt personnels.

Enfin, il a dû se rendre compt qu'il n'était pas très convain cant, surtout lorsqu'il a propos aux Parisiens « *l'organisatio d'une consultation populaire qu leur permette de dire libremer l'avenir qu'ils choisissent* ».

Il a alors déclaré en guise d conclusion : « *Paris « la grand ville », le Paris de Villon et celu de Hugo, le Paris conquérant d 14 juillet et le Paris martyrisé d l'Occupation, Paris compagno de la Libération, le « Paris de l lutte avec la laideur, la tyranni et la matière », et, comme le rap pelait Giraudoux, les quelque « hectares du monde où il a ét le plus pensé, le plus parlé, l plus écrit, le carrefour de la pla nète qui a été le plus libre », e un mot, Paris qui ne veut pa mourir* ».

Rideau.

Pierre VILM

(Voir notre article page 20).

ISRAËL

Begin-Sharon : un tandem pour une politique de plus en plus à droite

La guerre actuelle que mène l'armée israélienne au Liban est par ien des aspects la continuation des guerres précédentes menées par sraël au Moyen-Orient. Mais elle n'est pas que cela, et les dirigeants sraéliens viennent probablement de franchir ces dernières semaines n certain nombre de pas dans la voie d'un durcissement de la politiue de l'Etat sioniste à la fois vis-à-vis des populations de cette région u monde que vis-à-vis du peuple israélien lui-même. Et ce durcissenent a des racines dans l'évolution de la situation internationale bien ûr, mais aussi dans l'évolution de la situation en Israël.

Ces dernières années ont été marquées en Israël à la fois par un éveloppement de la crise économique et une évolution du régime ers la droite et même l'extrême-droite.

Un pays et une économie de plus en plus dominés par l'armée

Il y a longtemps qu'Israël mène une politique intransigeante vis-à-is des Palestiniens, mais l'arrivée au pouvoir du gouvernement Begin n 1977 est allée de pair avec une évolution qui fait qu'aujourd'hui économie israélienne est en fait une économie de guerre, à l'image 'un pays tout entier dominé par l'armée, et dans lequel celle-ci a un oids économique croissant.

Car l'économie d'Israël est une économie qui ne tient debout que râce aux énormes dépenses d'armement de l'Etat, payées grâce aux ubventions et aux aides reçues de l'étranger et en particulier des ISA.

Dans ce contexte, sur le plan économique, la politique de Begin a onsisté en un libéralisme total envers les capitalistes rompant avec e contrôle des prix, le contrôle des changes qui étaient en vigueur uparavant. Mais cela n'a pas enrayé la crise, cela l'a augmentée. Le iveau de vie moyen de la population a baissé, les impôts ont augenté d'une façon vertigineuse. Et pour remporter les nouvelles élecons qui ont eu lieu, l'an dernier, en 1981, Begin a alors multiplié les adeaux électoraux, en puisant dans le budget de l'Etat. Mais cela n'a ait que reporter la crise et la rendre encore plus grave. Et c'est en pare pour faire oublier la crise que Begin, depuis qu'il est au pouvoir, a ntretenu dans le pays un climat d'exaltation guerrière nationaliste et hauvine, a entretenu le climat d'un pays assiégé.

Mais cette montée d'un climat nationaliste n'est pas seulement n phénomène social, dont il faudrait attribuer la responsabilité à la rise. C'est le fait des dirigeants de l'Etat, des couches dirigeantes de a bourgeoisie israélienne elle-même. Et la personnalité du ministre de a Défense choisi par Begin, le général Sharon, et la place de plus en lus importante qu'il tient dans la vie politique, sont bien caractéristiues de cet état de choses.

L'ascension du général Sharon

Ariel Sharon est propriétaire d'une grande ferme dans le sud 'Israël où il surexploite des travailleurs arabes. Il a appuyé sa carrière olitique sur sa carrière militaire, qui a été celle, comme on dit, d'un baroudeur ». La spécialité d'Ariel Sharon a toujours été de transgreser les ordres de ses supérieurs. C'est ainsi que dès le début de sa carère en 1952, lors d'un raid contre un village arabe, il a « oublié » ordre reçu de faire évacuer avant de les bombarder, les maisons, faiant 69 morts dans la population. Avant d'être au ministère de la éfense, il a été à celui de l'Agriculture, responsable des implantaons de colons dans les territoires occupés. Ce poste, et les fonds de Etat dont il s'est servi alors, lui ont permis de mettre en place, à partir e ces colons des territoires occupés, et sous prétexte de défense de es colonies juives, une véritable milice armée qui est entre ses ains, et qui aujourd'hui mène la répression contre les Palestiniens.

Les hommes politiques, même ceux de la droite, même Begin, se ont longtemps méfiés de lui. Certains voient en lui « *une menace elle pour la démocratie israélienne* », ou le critiquent parce qu'il n'a *aucune idéologie sauf celle de la force* ». Sharon nourrit pour son ays de vastes desseins. C'est ainsi qu'il a déclaré en 1980 dans un iscours que « *la sphère d'intérêt militaire d'Israël s'étend dans les nnées 1980 au-delà du monde arabe, et englobera des pays tels que Turquie, l'Iran, le Pakistan, et jusqu'à l'Afrique du Nord et l'Afrique entrale !* ».

Sharon est un général fasciste dont les propos, les méthodes font enser à ceux d'un Hitler ou d'un Mussolini. Sa montée au pouvoir ncarne un choix : celui de la guerre à outrance à l'extérieur, et celui 'un régime de plus en plus dictatorial, de plus en plus militaire, voire ême fasciste, à l'intérieur d'Israël. Et justement, l'opération militaire u Liban dont Sharon a été le principal artisan a sans doute rapproché 'un seul coup et le peuple israélien de la guerre à outrance, et le généal Sharon du pouvoir politique, et le régime de la dictature.

Ariel Sharon, ministre israélien de la Défense, et Begin, Premier ministre, main dans la main pour conduire la politique d'Israël de plus en plus à droite.

Des Israéliens contre la guerre

Tandis qu'au Parlement l'opposition travailliste parlait de se désolidariser du gouvernement Begin, les protestations continuent dans le pays.

Samedi 26 juin, de 10 000 à 20 000 personnes — les estimations varient — descendirent dans la rue à Tel Aviv pour réclamer l'arrêt de la guerre au Liban, à l'appel du « Comité contre la guerre au Liban », qui regroupe des organisations de gauche et d'extrême-gauche. Les banderoles demandaient *« l'arrêt total immédiat de l'agression au Liban »* et les manifestants criaient : *« Combien faudra-t-il encore de morts ? »* et *« Nous ne voulons pas être des criminels de guerre »*. Le général Sharon était représenté en effigie, des gouttes de sang perlant à la bouche, le front barré du mot « honte ».

10 000 ou 20 000 personnes pour un petit pays comme Israël, qui regroupe environ 3 millions d'habitants, c'est considérable. D'autant plus qu'une manifestation en temps de guerre, ça ne s'était jamais vu. Pendant toutes les guerres précédentes, la population israélienne soutenait son gouvernement et son armée. Cette fois-ci, c'est différent.

La manifestation était composée de nombreuses femmes, les jeunes hommes étant mobilisés. Son ampleur s'explique en partie par le fait que cette guerre a été particulièrement dure. L'état-major israélien annonce 260 tués. D'autre part, cette guerre dure depuis des semaines, contrairement aux précédentes qui avaient été des guerres éclair. Et aussi, si lors des autres conflits, le gouvernement israélien justifiait son attitude guerrière par la nécessité de défendre Israël, aujourd'hui il ne prend même plus la peine et le général Sharon affirme cyniquement à la face du monde qu'il veut *« anéantir l'OLP à Beyrouth »* et faire en sorte que *« l'OLP ne puisse pas exister »*. Pour cela Begin et Sharon n'hésitent pas à faire massacrer civils, femmes et enfants, à semer la terreur au Liban, employant des bombes à phosphore ou à fragmentation, engins barbares et extrêmement meurtriers.

Depuis, d'autres manifestations et protestations en Israël se sont déroulées. Dimanche 27, mille personnes tenaient un meeting contre la guerre à l'appel de *« La paix maintenant »*, mouvement qui a eu pendant tout un temps une attitude réservée. Un officier de réserve y déclarait : *« Ce n'est pas une guerre de défense, donc ce n'est pas votre guerre »*. Un autre a qualifié les projets de Sharon de projets d'un *« dictateur »*.

Des officiers et des soldats dénoncent publiquement la guerre : *« Nous sommes censés aller faire la guerre quand le pays est en danger. Israël n'était pas en danger quand cette guerre a commencé et il n'est pas en danger maintenant »*, a déclaré un officier au cours d'une conférence de presse. Un sergent a ajouté : *« Il est difficile de se battre quand on a des femmes et des enfants dans les jambes... Le seul espoir que je retire de cette sale guerre, c'est qu'Israël comprenne qu'il faut négocier avec les Palestiniens, et que l'OLP comprenne qu'il lui faut négocier avec les Israéliens »*.

Ainsi, il y a des failles dans l'unanimité de la population derrière le gouvernement.

Ceux qui manifestent, ceux qui protestent, le font avec des motivations diverses, allant de l'inquiétude pour les soldats israéliens, à la honte de la sale guerre menée au Liban.

Mais derrière celles-ci, il y a la crainte, plus ou moins clairement ressentie, de l'engrenage dans lequel ce conflit entraîne la population israélienne, la perspective de voir l'état-major et l'extrême-droite régner de plus en plus en maîtres dans le pays sur une population de plus en plus embrigadée.

Et les manifestations et les protestations qui ont lieu ces jours-ci sont peut-être l'indice que pour continuer leur politique, les dirigeants israéliens trouveront, sur leur chemin, une certaine opposition.

Laurence VINON

Non, la population israélienne n'est pas unanime derrière ses dirigeants fauteurs de guerre. Ci-dessus, une manifestation pour l'arrêt des combats, à Tel-Aviv, le 26 juin dernier.

L'ÂGE D'ÊTRE RÉPRIMÉ

Le Parlement israélien prépare une nouvelle loi destinée à abaisser de 18 ans à 14 ans l'âge auquel les Palestiniens pourront être traduits devant les tribunaux militaires.

Les autorités israéliennes ont en effet constaté que parmi les combattants palestiniens, il y a beaucoup de jeunes ayant à peine 12 ans. Preuve, s'il en était besoin, que c'est vraiment tout un peuple qu'elles ont dressé contre elles.

A leur arsenal militaire, ils veulent joindre une nouvelle arme juridique qui serait, on peut en être sûr, aussi inefficace qu'elle est barbare.

Les salaires responsables de l'inflation ? Une escroquerie !

De Raymond Barre à Pierre Mauroy, on retrouve, avec un vocabulaire de moins en moins différent d'ailleurs, l'idée qu'il faut modérer les rémunérations salariales qui seraient excessives. Les hausses de salaires engendreraient l'inflation et même le chômage puisque les patrons, qui dépenseraient trop pour les salaires et les charges sociales afférentes, ne pourraient plus investir et créer des emplois.

Le blocage des salaires, leur réduction par l'augmentation des cotisations sociales, toutes les mesures actuelles du gouvernement socialiste visent donc, de fait, à accréditer la thèse que l'augmentation trop rapide des salaires serait une des causes de la crise. Rien n'est plus faux pourtant.

Selon des statistiques de l'OCDE concernant la France, les taux horaires des salaires auraient augmenté de 14,5 % en 1981 par rapport à 1980, contre une augmentation des prix de 13,5 % durant la même période. Les salaires grimperaient donc plus vite que les prix. C'est là l'argumentation des patrons et du gouvernement. Mais cela voudrait dire que le pouvoir d'achat et la consommation de l'ensemble des salariés de France ont augmenté. Et que c'est la demande accrue qui fait monter les prix. Seulement, dans le même rapport de l'OCDE, on peut lire que, *« en raison de la baisse de l'emploi total, la masse salariale réelle devrait être restée stationnaire en 1981 »*. C'est-à-dire que le total des salaires distribués en 1981 n'a pas varié malgré la hausse des prix de 13,5 %, c'est-à-dire finalement que le pouvoir d'achat de la classe ouvrière prise dans son ensemble a baissé d'autant en 1981.

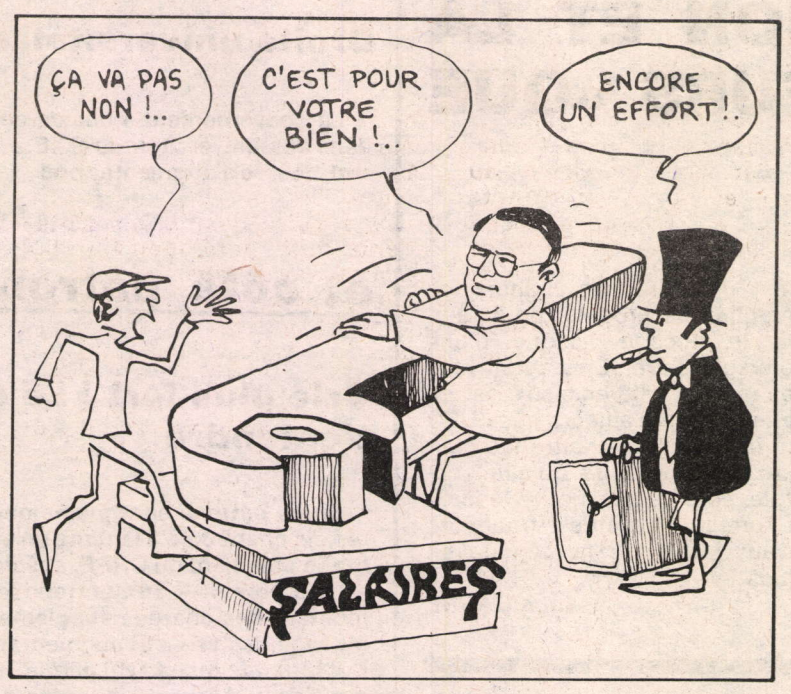
Comment cela est-il possible ? Eh bien, pour faire les premières statistiques, on prend l'évolution du salaire horaire et mensuel, par poste de travail, toutes primes comprises, y compris l'ancienneté. Et de ce point de vue, bien sûr, les salaires évoluent. Mais dans ces statistiques, on ne tient pas compte du fait, d'une part, qu'il y a moins de gens au travail, et que d'autre part les jeunes, qu'on a embauchés à la place d'anciens qui partent en pré-retraite, gagnent, eux, deux fois moins. Et c'est pourquoi l'ensemble des salaires distribués n'a pas augmenté en 1981, malgré la hausse des prix. Et c'est pourquoi il est faux, il est injuste de dire que ce sont les hausses de salaires qui sont responsables de l'inflation.

En réalité, ces chiffres traduisent une baisse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière prise dans son ensemble en 1981. Une baisse que la politique de l'actuel gouvernement va encore aggraver.

Austérité : c'est fait pour durer

Précision inquiétante : l'austérité ne se terminera pas avec la fin du blocage le 31 octobre, mais durera bien jusqu'en 1984.

La perte de pouvoir d'achat des salariés pendant toute cette période devrait servir, selon le ministre des Finances, à permettre aux entreprises de baisser leurs prix. C'est ce que souhaite le gouvernement. Mais si la perte de pouvoir d'achat des salariés risque bel et bien d'avoir lieu, le reste est moins sûr : les entreprises prendront l'argent des salariés, elles prendront également l'argent que le blocage des prix-passoire leur laissera... mais sans pour autant être tenues d'en rester là à la sortie du blocage. L'opération Delors, c'est tout simplement un transfert d'argent des travailleurs vers les patrons, avec pour seule et unique garantie le maintien ou la hausse des profits des patrons. Ce que feront les patrons ensuite avec cet argent, c'est eux qui le décideront !



Chômeurs en retraite

La retraite à 60 ans pour tous est prévue pour 1983 par l'ordonnance de mars dernier. Mais pour certaines catégories, ce sera possible, sans être toutefois obligatoire, dès le 1er juillet prochain.

L'une de ces catégories est celle des... chômeurs.

Ils pourront donc écrire sur leur carte de visite : profession, chômeur en retraite.

En tout cas, si cette mesure sera la bienvenue pour les chômeurs qui ont épuisé leurs droits avant leur retraite, cela aura aussi pour effet de diminuer les statistiques du chômage. Et ça, ce n'est pas pour déplaire au gouvernement.

Heureusement il y a la baguette...

Ce matin, la baguette est en baisse de 3 centimes. Ceci grâce au nouveau taux de la TVA sur les principaux aliments, qui passe de 7 % à 5,5 %.

Alors, dépêchons-nous de manger notre pain blanc : ce sera peut-être, malgré le blocage des prix, l'un des rares produits à ne pas augmenter.

... mais le courant ne suit pas

EDF accuserait un déficit de 8 milliards en 1982, déficit qui représenterait le double de celui atteint en 1981.

La direction d'EDF qui a annoncé la nouvelle ne cache pas que cela va se traduire par des mesures d'austérité et une diminution de la qualité du service pour les usagers.

D'autre part, quand on sait que les tarifs de l'énergie échappent au blocage des prix, il y a tout lieu de croire qu'il y a de l'augmentation dans l'air !

Au Conseil des ministres :

• SMIC : le gouvernement ne tient pas ses promesses

Le Conseil des ministres du 30 juin s'est prononcé pour un relèvement du SMIC : le taux horaire minimum passera à partir du 1er juillet de 19,03 F à 19,64 F, soit 3,2 % d'augmentation.

C'est donc plutôt une bonne nouvelle pour les smicards. Mais à y regarder de plus près, le gouvernement leur rogne presque 1 % sur ce qui leur était promis. En effet cette revalorisation devait inclure 2,2 % d'augmentation promis au Conseil des ministres du 25 février dernier, au titre de la progression du pouvoir d'achat des smicards. Il ne resterait que 1 % pour compenser la hausse des prix sur deux mois, alors qu'elle est officiellement estimée au double.

Ça ne fait donc pas le compte pour les smicards. Quant au reste des salariés, ils n'auront, eux, rien du tout puisque les salaires sont bloqués.

• Les petits cadeaux

A peine le gouvernement a-t-il prévu cette augmentation du SMIC qu'il envisage d'en dédommager les patrons. C'est ainsi qu'il est question d'alléger de la moitié les charges salariales des patrons qui résulteraient de l'augmentation du SMIC au 1er juillet.

Ce type de mesure, qualifiée d'exceptionnelle, n'est pourtant pas si exceptionnel que cela, puisque le gouvernement en avait pris une semblable en juin 1981.

C'est à croire que le gouvernement n'ose même plus augmenter les smicards sans faire du même coup un cadeau aux patrons.

• De la poche des automobilistes dans la poche des entreprises

Autre décision du Conseil des ministres : la création d'un fonds spécial pour les grands travaux, d'un montant de 8 milliards, permettant la réalisation de travaux publics au cours des 18 prochains mois.

« Quand le bâtiment va, tout va » : on connaît la formule. Et en temps de crise, quand rien ne va plus, l'une des recettes est d'essayer de relancer le bâtiment. Cela peut sans doute permettre de donner un léger coup de fouet à l'économie, d'embaucher quelques chômeurs, ou du moins de ne pas accroître le chômage. Mais cette politique, utilisée par plusieurs pays lors de la crise des années 1930, n'a jamais été autre chose qu'un emplâtre sur une jambe de bois.

Pourquoi en serait-il autrement cette fois ?

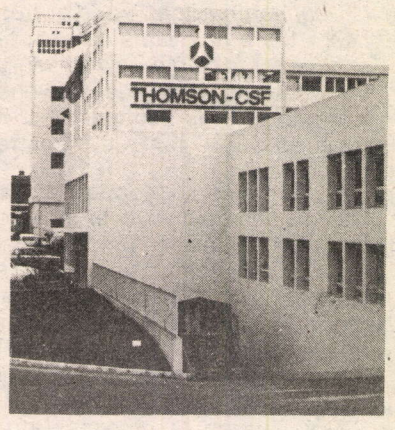
On voit tout de suite le résultat le plus tangible : ouvrir des marchés et donner de l'argent aux entrepreneurs de travaux publics.

Argent que l'Etat trouve en faisant payer les automobilistes : les grands travaux seront financés par l'augmentation de la taxe sur l'essence de 1 centime le 1er novembre, et de 2 centimes en 1983. Bizarre qu'il n'ait pas pensé à faire payer plutôt les compagnies pétrolières !

• Confidences

Alain Gomez, P-DG de Thomson, nationalisée depuis le début de l'année, a accordé une interview au journal *L'Expansion*. « *Pendant 12 ans, vous avez servi la loi du profit* » (à Saint-Gobain), lui dit le journaliste. « *Parfaitement, et j'ai bien l'intention de continuer* » répond le P-DG de Thomson qui poursuit : « *Mais où avez-vous entendu dire qu'une boîte nationale ne pouvait pas licencier ? Si par malheur, dans telle ou telle branche, il n'y a pas d'autre condition au statut général que la réduction des emplois, eh bien j'appliquerai cette politique, c'est évident* ».

Evident en effet, comme l'exemple de la sidérurgie le montre, avec le plan acier qui prévoit la suppression de 10 000 à 12 000 emplois d'ici à 1986. Les entreprises nationalisées, un outil pour lutter contre le chômage ? Allons donc ! Les P-DG nommés par le gouvernement socialiste ont bien compris, eux, que ce n'était que de la poudre aux yeux destinée à tromper les travailleurs.



BLOCAGE DES PRIX :

DU MYTHE A LA RÉALITÉ

Le gouvernement actuel présente ses récentes mesures de blocage des prix et des salaires comme une arme efficace — « *si* » tout le monde joue le jeu — pour juguler l'inflation accélérée que nous connaissons actuellement en France. Mais le « *si* » est de taille !

Justement, nous savons bien que, par mille biais, dérogations et exceptions, les prix, eux, trouveront (et ils le trouvent déjà d'ailleurs) le moyen de grimper quand même alors que les salaires seront les seuls à être réellement bloqués. Nous savons aussi que, s'il n'y a rien à faire contre l'inflation, il faudrait au moins que les travailleurs n'en fassent pas les frais : et cela, seule l'échelle mobile des salaires pourrait le garantir.

Ceci dit, même au niveau du contrôle de cette opération « blocage des prix », le gouvernement n'est pas crédible. Il multiplie lui-même les dérogations à ce blocage et n'est pas capable d'assurer le contrôle des prix.

Quand on voit, en effet, dans le domaine de la surveillance des prix, ce qu'est capable de faire une petite organisation de consommateurs comme l'Union Fédérale des Consommateurs, on voit tout de suite que, même si le gouvernement et son administration ne peuvent peut-être pas faire beaucoup, en tout cas, ils ne le veulent pas !

LE BLOCAGE EN QUESTION ET LA REVUE DE CONSOMMATEURS «QUE CHOISIR »

L'UFC (Union Fédérale des Consommateurs, qui édite *Que Choisir*) a mis en évidence dans un communiqué de presse, daté du 25 juin, les premières infractions au blocage des prix qu'elle avait pu constater.

De notre côté, nous avons rencontré Patrick Picard, du service économique de l'UFC, qui nous a parlé du projet de *Que Choisir*, en liaison avec le *Journal du Dimanche*, d'une surveillance plus systématique de certains prix durant la période de blocage.

Il a rappelé tout d'abord que c'était à partir de relevés de routine, faits par leurs adhérents dans diverses régions, que l'UFC avait pu constater ces premières infractions au blocage. En effet, tous les mois, arrivent au siège de l'organisation les informations les plus diverses : « *Les 60 000 bénévoles, qui constituent le réseau de* Que Choisir *et qui se répartissent sur 200 villes de taille diverse, fonctionnent tout à fait souplement. Il y a des unions locales qui sont sensibilisées par le problème des prix à la consommation et d'autres pas.* » Il y a des villes qui disposent de moyens pour traiter leurs informations par des moyens techniques plus sophistiqués et d'autres qui le font de manière très artisanale.

A l'annonce du blocage, donc, l'UFC a décidé d'envoyer une circulaire à toutes ses unions locales leur demandant, quand elles avaient ces chiffres à leur disposition, de leur envoyer les prix relevés début juin, (avant le 10) et ceux qu'elles devraient relever dans les quelques jours à venir.

Voici ce qui a été constaté : « *Entre la semaine précédant le blocage et la semaine le suivant : sur 1 400 prix bloqués, relevés par l'UFC dans des grandes surfaces, 10 % ont subi des hausses allant jusqu'à 19 % des produits relevés en hausse, par exemple chez Radar, Mammouth, Rond-Point, Coop. L'UFC confirme que ces chaînes ont mis en œuvre une politique systématique de hausse le jour même du blocage, entre autres, Intermarché.*

Pour ce dernier, sur 57 produits enquêtés le 10 et le 18 juin, 19 avaient augmenté. Par exemple :

— hausse de 16 % sur le riz Lustucru ;

— hausse de 12 % sur le Schweppes ;

— hausse de 11 % sur le dentifrice Colgate ;

— hausse de 13 % sur le baril Ariel ;

— hausse de 9 % sur l'Ajax vitres. »

Pour « *suivre le blocage* » *et observer sa réalité (les mois d'été sont propices à plus de « tentations » pour les commerçants des villes touristiques), l'UFC a mis au point une opération qui durera jusqu'au 5 novembre. « Six enquêtes auront lieu systématiquement dans dix villes différentes (cinq stations balnéaires et cinq villes ordinaires) sur un éventail de produits déterminés mais englobant un secteur plus large que l'alimentation ou l'entretien.* »

Trente-huit prix seront relevés chaque fois. « *Huit d'épicerie, trois d'entretien, six de boissons, trois de produits laitiers, cinq de viande, cinq de fruits et légumes, quatre de consommations de café et quatre d'articles de vacances* », lunettes de soleil, produits solaires par exemple. Chaque fois, l'échantillon comprendra 5 supermarchés et 5 commerces ordinaires. Cette opération s'accompagnera d'ailleurs d'une vérification sur l'assortiment de ces commerces : il suffirait de changer les marques de produits pour tourner le blocage puisque, d'une fois sur l'autre, il n'y aurait plus les mêmes références. C'est ce qui explique d'ailleurs que l'UFC ne fasse pas connaître les marques des produits qu'elle contrôle, pour ne pas mettre la puce à l'oreille d'éventuels fraudeurs avant la fin de la période en question.

Anne GARBE

Le souhait du patronat : Un contrôle... contrôlé !

Lors d'une conférence de presse, le président de l'Association nationale des industries agro-alimentaires s'est insurgé contre les contrôles de prix pratiqués par certaines associations de consommateurs, encouragés, selon lui, par le gouvernement.

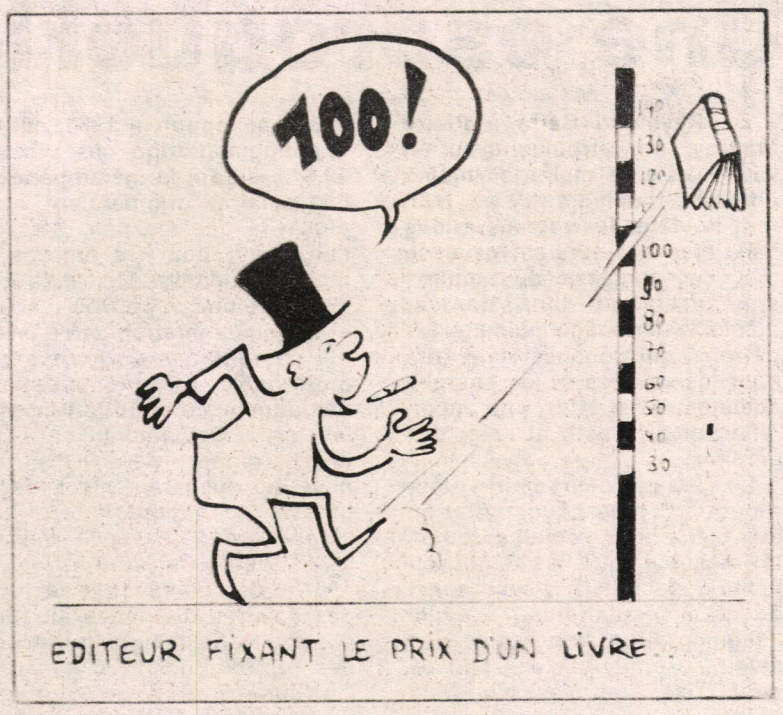
« Que les organisations de consommateurs fassent un travail d'information, c'est leur rôle. Mais qu'elles n'outrepassent pas ces attributions en prenant la place de fonctionnaires assermentés ». **Et il a poursuivi : *« J'espère qu'on ne va pas tolérer que des milices se créent sur le terrain de la délation des commerçants ».***

Bien sûr, les patrons n'ont rien à craindre des contrôleurs de prix du gouvernement qui ne peuvent pas être partout. En matière de contrôle sur le blocage des prix, il n'y a que la mobilisation de la population qui peut être efficace. Et c'est bien cela qu'ils craignent.

Dans notre rubrique « blocage des prix »

Côté consommateurs...

Livres :



Des négociations doivent s'engager entre les éditeurs et les ministères concernés en vue de libérer le prix des livres.

Quand on sait qu'un engagement semblable avait déjà été conclu au début de l'année par les éditeurs et qu'il s'est traduit par une augmentation sur les livres deux fois plus forte que la hausse moyenne du coût de la vie, les éditeurs ont de beaux jours devant eux.

Droits universitaires :

Le gouvernement a décide de faire passer les droits d'inscriptions dans les universités de 90 F à 150 F. dès la prochaine rentrée. Pas mal ! 66 % d'augmentation !

et côté patrons...

Crie plus fort ! Le gouvernement va t'entendre

Si les patrons sont pleinement satisfaits par le blocage des salaires, ils crient déjà à la ruine en évoquant le blocage des prix. Yvon Gattaz, le président du CNPF, a réclamé que l'Etat rembourse 4,4 milliards — pas moins — aux entreprises, prétextant que cela représente le montant des charges supplémentaires qui leur sont imposées par le blocage des prix et l'augmentation de la TVA.

Il faut dire qu'en avril dernier, en se plaignant de la sorte, le patronat avait déjà obtenu 18 milliards d'allègement de charges.

Tous les espoirs lui sont permis !

... même d'ailleurs, si tu ne cries pas très fort !

Toujours à propos du blocage des prix, des avances exceptionnelles de trésorerie vont être accordées aux entreprises touchées par cette mesure, a annoncé le ministère de l'Economie et des Finances.

Les entreprises pourront se voir prêter jusqu'à 4 millions de francs nouveaux par l'Etat ou les banques pour une durée maximale de 18 mois. Ces prêts se feront à 10 % d'intérêt pour l'Etat, et à un faible taux d'intérêt pour les banques.

Et les salariés, eux, disposeront-ils de prêts à faible taux pour compenser le blocage des salaires ?

Ça débloque à plein tube pour les dividendes

+ 56 % pour Euromarché, + 50 % pour Chambourcy, + 43 % pour La Redoute, + 36 % pour Saupiquet, + 25 % pour Casino et Darty : telles sont, d'après une information du journal *Les Echos*, reprise par *L'Humanité*, les majorations de dividendes que comptaient verser ces entreprises à leurs actionnaires pour 1981.

On s'acharne à nous faire croire que ce sont les augmentations de salaires qui entraînent la hausse des prix. Mais quand on voit ces dividendes mirifiques, on peut tout de même se demander si ça ne serait pas plutôt ces sociétés-là qui auraient quelques responsabilités dans la hausse des prix...

Les syndicats à la remorque d'une politique anti-ouvrière

Voilà une semaine que le blocage des salaires a force de loi. Voilà une semaine qu'il est clair pour tout le monde que le pouvoir d'achat des travailleurs va sérieusement baisser et que toute la classe ouvrière est concernée. Eh bien, les grandes centrales syndicales n'ont pourtant rien fait et ne projettent pas de faire quoi que ce soit qui ressemble à une riposte, même symbolique, contre ces attaques en règle contre la classe ouvrière.

La CGT crie mais ne fait rien. La CFDT tergiverse sur des détails. Force Ouvrière, quant à elle, gémit sur la loi de 1950 bafouée, mais pas sur le sort des travailleurs. Alors, personne ne fait rien.

Car ce ne sont pas les mini-journées d'action ou les débrayages secteur par secteur, comme à l'EDF, dans certains secteurs de la fonction publique, à l'Equipement ou à l'arsenal de Lorient, qui peuvent tenir lieu de riposte. Ces actions ponctuelles organisées à l'initiative de la CGT et parfois ralliées localement par la CFDT ou FO peuvent s'additionner, elles ne remplaceront pas la riposte d'ensemble que tous les syndicats, y compris la CGT, ne veulent surtout pas organiser. Ils ne veulent même pas avoir l'air d'y penser, puisque ni l'idée d'une grève générale, même symbolique, même limitée, ni l'idée d'une manifestation centrale n'est même évoquée, ni même discutée.

Non, les syndicats ne sont même pas prêts à faire aujourd'hui ce qu'ils ont fait du temps de Barre. Parce qu'ils ne veulent surtout pas inciter le moins du monde les travailleurs à un geste qui, parce que les travailleurs le feraient ensemble, prendrait un caractère politique.

Ils ne veulent pas ouvrir la porte au premier geste public de contestation de la classe ouvrière vis-à-vis du gouvernement. Ils lui sont trop liés pour cela.

Alors les dirigeants des grandes centrales syndicales font tous des discours, des déclarations, mais tous ont le même but : faire avaler à la classe ouvrière les couleuvres que lui ont préparées Mauroy et Mitterrand !

Ce n'est certainement pas avec la politique de la direction de la CGT que les travailleurs ont un plan de lutte pour réussir à ne pas faire les frais du blocage des salaires.

Krasucki et Maire : des langages différents, pour une même politique de soutien au gouvernement.

☐ La CGT, combative en paroles... mais pas d'actions d'ensemble en vue !

C'est au congrès de la CGT, à Lille, que la CGT, par la voix de Krasucki, a condamné, face aux militants congressistes et à la presse, le blocage des salaires décidé par le gouvernement. **« Nous ne sommes pas d'accord avec les mesures qui portent atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs. Ce n'est pas acceptable et cela ne peut être accepté »**, a-t-il déclaré.

Le jour du Conseil des ministres du 22 juin, Henri Krasucki a déclaré que la CGT serait **« ferme sur la défense des intérêts, des revendications, du pouvoir d'achat, des droits des travailleurs, de la liberté de négocier ».** Il a rajouté : **« On ne peut accepter la suspension d'accords conclus, de conventions négociées ».**

Tant de virulentes déclarations veulent-elles dire que la CGT va réellement tenter d'organiser une riposte ? Non : au niveau des déclarations mêmes, Krasucki ne manque pas de rappeler que la CGT se situe dans **« l'alliance gouvernementale »** et que cela **« confère à tous de grandes responsabilités ». « Nous sommes et nous entendons être des interlocuteurs, des partenaires constructifs, indépendants et critiques ».** C'est ce qu'il précisait déjà à Lille. Il ajoutait d'ailleurs : **« Nous savons que pour rétablir la position de la France, il faut une politique nouvelle, conséquente (...) Cette politique demande de la rigueur, et nous ne craignons pas le mot. La question est de savoir à quoi et à qui cette rigueur s'applique. »**

Mais depuis qu'il est devenu évident que le gouvernement applique la rigueur aux travailleurs, et aux seuls travailleurs, la CGT n'a pas pour autant décidé de mettre ses actes au niveau des paroles indignées.

Pour l'instant, les initiatives de la CGT se cantonnent entreprise par entreprise, comme elle se plaît à le répéter, secteur par secteur, à des débrayages de quelques heures ou à des journées d'action pour inviter les travailleurs à exprimer leur refus du blocage des salaires.

La CGT fait comme si elle proposait quelque chose aux travailleurs, sans doute pour garder son crédit vis-à-vis des travailleurs mécontents, vis-à-vis de ses militants. Mais elle ne propose rien. Elle ne présente même pas ces actions isolé comme un pas vers une ripos d'ensemble.

Et avec ces petites actio émiettées, elle risque bien plut de décourager ceux qui, parmi classe ouvrière, ont envie faire quelque chose.

En même temps qu'elle lais totalement faire sur le plan blocage des salaires, la C développe un autre thème. E dit approuver le blocage des p et, regrettant qu'il ne se fas pas, elle se propose « d'aider » gouvernement à le rendre pl efficace.

Accepter le blocage des sala res et tenter de donner à classe ouvrière le blocage d prix comme objectif serait sa doute la détourner du véritab objectif qui doit être celui d travailleurs dans une période crise : la défense du pouv d'achat de la classe ouvrière p l'échelle mobile des salaires.

Néanmoins ce **« blocage d prix »** pourrait fournir à la C un terrain d'intervention où partie serait plus facile, par qu'elle pourrait là mobiliser l travailleurs sans que cela app raisse en contradiction avec politique du gouvernement.

Eh bien, dans ce domaine, faut bien constater que la C parle fort mais y va doucemer Elle propose la constitution comités locaux contre la v chère et contre le gaspillag dans les entreprises. Il est v que dans les quartiers, les supe marchés, les travailleurs sont même de vérifier ce qui se pass et d'intervenir.

Il est vrai aussi que, par place qu'ils occupent dans production, les travailleurs so bien placés pour contrôler l prix à la production. Ma jusque-là, la CGT n'a pas fait n plus de propositions précises.

Elle parle bien de « l'actio possible » mais par l'interm diaire de Comités d'entrepris et surtout contre le gâchis et l'c ne voit pas la CGT agir vite, alo que les prix, eux, n'attendent pa pour déjouer le pseudo-blocag

Tout en soutenant le gouve nement et en ne prenant aucu initiative qui puisse entraver s politique, la CGT parle un la gage radical. Il n'en reste pa moins que toute son attitude e de la poudre aux yeux.

Patricia MULLA

☐ Pour la CFDT, la « rigueur », c'est bon pour les travailleurs

Depuis l'annonce des mesures d'austérité qui accompagnent la dévaluation du franc, la CFDT, qui approuve la politique gouvernementale, évite soigneusement de prendre position sur le blocage des salaires, mesure pourtant directement dirigée contre la classe ouvrière. D'ailleurs, dans une déclaration du Bureau national du 17 juin, faite quelques jours après l'annonce du blocage des salaires, il n'en est même pas question. La CFDT ne prononce pas même le mot. Elle ne parle d'ailleurs pas d'austérité mais de mesures de rigueur qu'elle justifie : **« Il est temps aujourd'hui** — déclare la CFDT — **de redresser la situation en décidant une nouvelle phase de la politique économique et sociale, en réunissant dans un même mouvement rigueur et ambition ».**

Et dans la presse syndicale qui a été publiée après l'annonce des mesures gouvernementales, la CFDT s'applique à expliquer, justifier et à se faire l'écho de la politique de Mauroy et Mitterrand. **CFDT-Magazine** parle **« d'ambition et de rigueur »** de **« solidarité et de rigueur »**, et fait dire à Edmond Maire, qui y est cité : **« La classe ouvrière a tout à gagner à une politique de rigueur et de vérité ».**

Et tout cela sur le ton neutre de la constatation et de l'approbation. A peine quelques mises en garde à l'égard du gouvernement : **« La modération des salaires et des revenus ne doit pas conduire à une baisse généralisée du pouvoir d'achat, inacceptable pour les bas salaires »**, liton dans **Syndicalisme-Hebdo** du 24 juin. Edmond Maire, quant à lui, lance un appel au gouvernement pour obtenir la **« sauvegarde du pouvoir d'achat des plus bas salaires »** et propose qu'il y ait, dans le cadre des décisions prises par le gouvernement, un réexamen des accords de salaires qui devaient être appliqués pendant les quatre mois de blocage entre le patronat et les syndicats.

A défaut de s'opposer au blocage des salaires, la CFDT, tout comme la CGT, prend au mot le blocage des prix.

Elle dit étudier comment il pourrait être soumis au contrôle

des syndicats et rendu plus efficace, si les fonctionnaires chargés du contrôle et de la fixation des prix consultaient les Comités d'entreprise. Mais il n'est même pas question pour la CFDT de mobiliser les travailleurs pour le contrôle des prix. Du moins elle ne propose rien de précis là-dessus !

P.M.

LA COMMISSION PARLEMENTAIRE D'ENQUETE SUR LE SAC

Rien de neuf !

La commission d'enquête parmentaire sur les activités du AC, constituée à la suite de la ierie d'Auriol, pour faire la mière sur les activités de cette fficine de police parallèle où urant plus de vingt ans se sont êlés barbouzes gaullistes, uands et policiers, vient de renre son rapport. Pas moins de ois cent quarante-cinq pages, lus des rapports annexes omptant près de quatre cent nquante pages, seul le rapport rincipal ayant été publié.

Le moins que l'on puisse dire, est que les travaux de la comission, composée de quatorze arlementaires de la majorité es sept députés RPR et UDF se ont retirés de la commission ous le prétexte que ses traaux auraient recoupé l'instruction judiciaire en cours sur la ierie d'Auriol), n'apportent pas rand-chose de neuf, si l'on en ge par les extraits publiés ans la presse.

On y apprend que le SAC, rganisation créée en 1959 par e Gaulle, a pour chef Pierre ebizet depuis 1969 ; qu'il ompte 10 à 15 % de policiers ; ue dans les entreprises il a ssentiellement recruté parmi s agents de maîtrise, là surtout ù les syndicats patronaux omme la CSL sont implantés ; et ue plus de la moitié de ses embres appartiennent au RPR.

On y apprend aussi que son nancement est difficile à précier. Mais le rapport parle de dons de certains industriels » t évoque « les multiples scanales financiers, de fausse monaie, de trafics multiples des embres du SAC, et pas seulent du menu fretin ».

Quant aux activités du SAC, e sont les renseignements, la olice parallèle, les enquêtes, la urveillance... Le SAC est interenu par exemple pour soutenir direction du Parisien Libéré rs du conflit qui l'a opposée au yndicat CGT du Livre. Il souent activement les syndicats atronaux, tels que la CSL, les ouvements d'extrême-droite. lais qui rendre responsable de out cela ?

La police et notamment des embres des Renseignements énéraux ont été entendus par commission. Ils n'ont rien su, en vu, rien entendu. Maurice aoli, ancien haut fonctionnaire e la police, a tout de même éclaré que, du temps où le gaulste Frey était ministre de l'Intéieur, « on aurait mal vu un chef e la police dire au ministre de Intérieur d'alors qu'il voulait aire une enquête sur le SAC. Le inistre lui aurait dit qu'il en avait plus long que les RG sur ette association. (...) En somme, chef de la police aurait été suidaire d'agir de la sorte ».

En dehors de ces propos uand même révélateurs, on ne ait pas si la commission a éussi à tirer des responsables u SAC et de la police qu'elle a ntendus plus de choses qu'elle 'en a rendues publiques. Mais e qui est certain, c'est que la ommission n'a guère impresionné ces gens-là. Selon le joural Libération, certaines peronnalités gaullistes interroées auraient carrément déclaré ux enquêteurs parlementaires ue, si leurs propos étaient renus publics, ils les démentiraient. Quant à Debizet, il a carrément refusé de répondre.

Dans ces conditions, la commission qui, d'après ce qu'a déclaré son président, le député socialiste Alain Hautecœur, a eu accès aux documents des Renseignements Généraux et aux archives de la Police Judiciaire, a seulement pu vérifier ce que tout le monde savait. Comme l'écrit le député communiste Louis Odru, rapporteur de la commission, pour résumer les activités du SAC, celui-ci s'est employé durant plus de vingt ans à « infiltrer la police, l'administration, noyauter la police, établir des liens avec le banditisme, créer des milices patronales ».

Mais, précisément parce que les responsables du SAC et leurs complices ont été pendant plus de vingt ans de hauts responsables de l'appareil d'Etat, il y a fort à parier que toute l'affaire en restera là. Car s'attaquer à l'appareil d'Etat, mettre en cause ses responsables, le gouvernement actuel, tout de gauche qu'il se prétende, ne le veut pas. On a pu le constater tout récemment, quand le tribunal chargé de rendre son verdict dans l'affaire De Broglie, dans laquelle avaient trempé cette fois des notables non pas gaullistes mais giscardiens, s'est laissé ridiculiser. Devant le tribunal, les Poniatowski et les Marcellin ont refusé de répondre ou répondu n'importe quoi. Ce n'est donc pas une commission sans aucun pouvoir qui pouvait intimider des gens de cette eau.

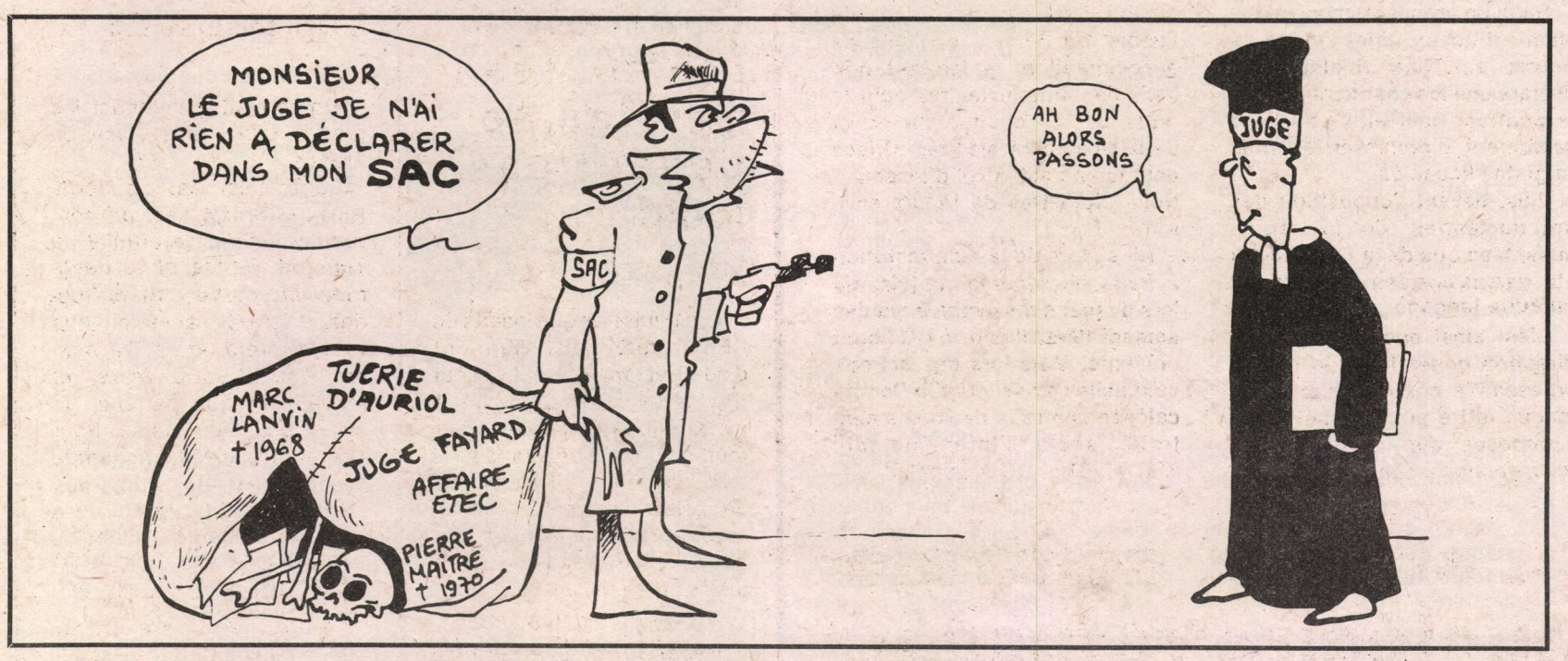
Il était de tradition, aussi bien sous la Troisième République que sous la Quatrième, de se référer à un adage bien connu : « Quand vous voulez enterrer un scandale, nommez une commission d'enquête. » Apparemment les socialistes, qui furent des spécialistes de la commission d'enquête bidon lors de la guerre d'Algérie, n'ont pas l'intention de perdre ces bonnes habitudes.

Ceci dit, même si ce rapport n'apprend pas grand-chose de neuf, la liste des faits et méfaits imputés au SAC est, en elle-même, instructive.

Voilà donc un petit journal de certaines activités où le SAC a été mêlé. Ce sont des faits qui, au fil de nombreux articles ont été évoqués par divers journaux, surtout Le Monde et Libération, en particulier au moment de la tuerie d'Auriol en 1981.

Pierre VERNANT

Gens de SAC et de corde



LA NAISSANCE DU SAC

Le Service d'Action Civique est l'héritier du service d'ordre du RPF, organisation fascisante regroupée autour de De Gaulle, à partir de 1947, un an après son départ du gouvernement. Au sein de ce RPF, spécialisé dans les attaques de militants et de locaux communistes, on trouvait déjà Pierre Debizet, le gros bonnet du SAC, sous l'autorité de Christian Fouchet, futur ministre de De Gaulle, de Ponchardier, ancien du contre-espionnage français et futur ambassadeur en Bolivie, et de Jacques Foccard, également fondateur du SAC et longtemps en place à l'Elysée en qualité de conseiller aux affaires africaines.

1958 : En tant que tel, le SAC apparaît en 1958, avec le retour de De Gaulle au pouvoir. Debizet en est déjà le président. Ses membres assurent le service d'ordre des réunions publiques de De Gaulle et de l'U.N.R. Pendant la guerre d'Algérie, le SAC acquiert ses lettres de noblesse comme police parallèle. il participe aux actions menées par le pouvoir, parfois contre l'OAS, mais surtout contre le FLN.

1965 : Le nom des barbouzes du SAC, Verlhac, Lévy et le « Lieutenant Cahors », apparaît, à côté de ceux de policiers, de membres du SDECE (contre-espionnage) et de truands, lors de l'enlèvement de Ben Barka, le leader de l'opposition marocaine.

1968 (mai) : Foccard, réputé être l'organisateur des actions occultes de De Gaulle, rappelle Debizet et le charge de réorganiser le SAC dans la région parisienne.

Un document, publié six ans plus tard par le journal **Libération,** révéla que, dans la région de Marseille, le SAC projetait, en Mai 68, de regrouper dans un stade 800 militants de gauche, **« en cas de clash et sur ordre de Paris »** (précise le document), le tout sur adresses fournies par la DST... Entre collègues...

1968 (juin) : un membre du SAC d'Arras est impliqué dans l'assassinat du jeune militant du Parti Communiste, Marc Lanvin, pendant la campagne électorale.

1968 (juin) : un membre du SAC est mêlé au meurtre du garagiste nimois André Borrel Membre du SAC, celui-ci aurait menacé de révéler les noms des responsables locaux.

1971 : Affaire de l'ETEC. Cette société « arrange » des affaires financières délicates, grâce à des relations avec les ministères. Le cerveau de cette société, Charles Lascorz, titulaire de la carte du SAC, prévenu de son arrestation imminente, disparaît, mais finit par être condamné à 4 ans de prison.

1973 : meurtre d'un responsable du SAC de la région lyonnaise, Jean Augé, qui est en même temps l'un des caïds du « milieu » lyonnais. Ce même « milieu » sera impliqué dans l'assassinat du juge Renaud, qui enquêtait sur ses activités. On se souvient peut-être que, dans le film d'Yves Boisset relatant ces événements, **Le juge Fayard,** le SAC exige que son sigle disparaisse. La justice lui avait donné raison... le mot SAC avait été remplacé par un « bip-bip » tout au long du film !

1976 : René Trouvé, correspondant du journal **Le Meilleur** est assassiné à Toulouse, sur ordre d'un docteur Birague, notable local du RPR... et membre du SAC.

1977 : dans la nuit du 4 au 5 juin, le militant CGT Pierre Maître, participant à un piquet de grève devant son entreprise, les Verreries Champenoises, à Reims, est assassiné d'une balle dans la tête. les auteurs du meurtre, un commando d'agents de maîtrise de l'usine Citroën voisine, étaient membres de la CFT, trois ayant leur carte du SAC dans la poche, dont Claude Leconte, chef du commando et tireur.

1978 (juin) : le SAC est impliqué dans un trafic de faux-billets de 500 F au Havre.

1979 : Coucou, re-voilà Charles Lascorz, l'ex-patron de l'ETEC, au centre cette fois d'un trafic de métaux non-ferreux.

La même année : le nom du SAC est mêlé à l'assassinat, en octobre, du décorateur gabonais Robert Luong, auquel le président gabonais Bongo reprochait des relations trop étroites avec son épouse. Coïncidence ? Depuis 1968, Pierre Debizet était chargé de mission au Gabon par le ministère de la Coopération ; il était le conseiller technique du président Bongo.

1980 (janvier) : des autonomistes corses, à Bastelica, prennent trois hommes en otages. Ils feront la preuve qu'il s'agit de barbouzes du SAC, membres de « Francia », l'organisation mise sur pied par le SAC pour lutter contre les autonomistes corses. L'un d'eux, Léonelli, est aussi membre du FNLC.

1980 (juin) : encore des faux billets, des francs CFA cette fois, à Marseille.

1981 (juillet) : c'est la tuerie d'Auriol, près de Marseille. Un inspecteur de police responsable local du SAC et sa famille sont assassinés lors d'un règlement de comptes intérieur au SAC.

A l'occasion de l'affaire d'Auriol, on apprendra que 15 % des membres du SAC sont des policiers en exercice. On apprendra aussi que plusieurs des inculpés sont impliqués dans le cambriolage d'un bureau de poste marseillais et dans l'attentat à l'explosif contre la librairie d'extrême-gauche **« Encre noire »** et dans des assassinats de travailleurs émigrés algériens. Parmi les inculpés, on en trouvera aussi un qui a adhéré à l'Association des Objecteurs de conscience et un autre à la Fédération des motards en colère.

Comme on le voit, on ne sait pas trop ce qui domine dans les actions du SAC : les actions politiques, les coups de main... ou tout bonnement les cambriolages et autres affaires du même style. La limite entre les milieux d'extrême-droite et le « Milieu » tout court n'est pas très nette !

Viviane LAFONT

DANS LES ARDENNES

A Vireux : Une fermeture d'usine qui passe mal...

A Vireux, samedi 26, la police est intervenue contre des manifestants qui protestaient à la fois contre la fermeture de l'usine d'aciers spéciaux de Vireux et contre la construction de la centrale à Chooz.

Les métallurgistes et les anti-nucléaires répondent aux tirs tendus des CRS.

Depuis la mi-juin, c'est confirmé : l'usine des aciers spéciaux de la Chiers doit fermer ses portes. La date qui est le plus souvent avancée est juillet 1983.

Pour la région ardennaise, il est bien évident que la suppression des 900 emplois que représente cette usine ne peut pas passer inaperçue. Il y a déjà dans le département 13 000 chômeurs et, à l'usine de Vireux, tous les salariés de plus de 54 ans ont déjà été mis à la retraite anticipée depuis 1978, date à laquelle elle comptait encore 1 800 salariés.

Dans un premier temps, le président d'Usinor (dont l'usine de Vireux est une filiale) avait déclaré que les chantiers EDF de la centrale nucléaire de Chooz serviraient à reclasser les sidérurgistes licenciés.

Puis, devant l'opposition des anti-nucléaires de la région aussi bien que de la CGT, cela a été, depuis une semaine environ, un autre langage.

C'est ainsi que, le 24 juin, la direction générale de la Chiers adressait à chaque salarié une longue lettre pour promettre de *« proposer des solutions de reconversion à chacun des membres du personnel »*. Dans la région, bien sûr, personne n'y croit, car les promesses de nouvelles implantations d'industries dans les Ardennes sont illusoires. Quant à la *« priorité d'embauche »* dans le groupe Usinor pour ceux qui en feraient la demande... elle risque de faire long feu.

Depuis deux semaines, donc, les manifestations se sont multipliées, tant à Vireux qu'à Charleville ou à Paris, pour réclamer le maintien des emplois à Vireux.

A noter que ces manifestations ont été appelées différemment, selon qu'elles ne revendiquaient que le maintien de l'usine de Vireux ou qu'elles associaient à la protestation celle des anti-nucléaires pour le refus de la construction de la deuxième centrale de Chooz dont le site est, à vol d'oiseau, à trois kilomètres de Vireux environ.

Ainsi, lors de la manifestation à Paris de vendredi 18 juin, ou lors du grand rassemblement des samedi 19 et 20 juin, la CGT était présente. Mais lors des actions auxquelles s'associait le Comité calcéen contre la deuxième centrale, seule l'intersyndicale (CFDT, FO et CGC) appelait.

... et une centrale nucléaire refusée

C'est ainsi que, samedi 26 juin, la manifestation se faisait à l'appel à la fois de l'intersyndicale de la Chiers de Vireux, du Front anti-nucléaire ardennais, et des anti-nucléaires belges.

La manifestation, qui regroupait plusieurs centaines de participants, se déroula du carrefour de Ham (tout près de Chooz, investi par la police) à Vireux. Environ 7 kilomètres de cortège. Elle se termina par des prises de parole de l'intersyndicale, du Comité belge contre le nucléaire, et du Comité de Chooz qui, tous, ont insisté sur le fait que la centrale ne créera aucun emploi dans la région, qu'elle est nuisible à la vie et qu'il faut que les emplois soient maintenus à Vireux. La manifestation se dispersa vers 17 heures.

A noter qu'à aucun moment les gardes mobiles ne furent visibles. Ils étaient pourtant des centaines à être cachés dans les bois, à avoir bloqué les postes-frontières pour empêcher les manifestants d'entrer, à avoir investi Chooz. Pendant plusieurs jours, on avait vu les cars et les blindés arriver par dizaines dans la région.

Mais lorsque, à la fin de la manifestation, un groupe décida d'aller jusqu'au poste-frontière voisin de l'usine de Vireux pour protester contre l'interdiction d'entrer en France qui avait été faite aux manifestants belges, ce fut le déchaînement. Des dizaines et des dizaines de gendarmes mobiles chargèrent les manifestants. Ceux-ci ripostèrent à coups de boulons avant de se réfugier dans l'usine de la Chiers, qui fut assiégée pendant plusieurs heures par les policiers.

Et là, la hargne de ceux-ci fut telle qu'ils frappaient sur n'importe qui : une fillette qui passait, un vieil habitant sur le pas de sa porte, tout leur était bon. A croire que le fait d'avoir dû se cacher pendant des heures les avait rendus encore plus brutaux que lors des manifestations précédentes, où ils avaient pu cogner sur les anti-nucléaires dès le début de la manifestation.

Mais ces brutalités, pas plus que les déclarations de la CGT, du PC et du PS, tous partisans de la construction de la centrale et qui essaient de séparer la lutte des anti-nucléaires de celle des ouvriers de l'usine de la Chiers, ne semblent entamer la détermination de ceux, de plus en plus nombreux, qui refusent la fermeture de leur usine et l'ouverture de la centrale de Chooz.

Correspondant LO

Contre le plomb, les paroles ne pèsent pas lourd

Les ministres européens de l'Environnement viennent d'adopter une directive qui fixe à 2 microgrammes par mètre cube la quantité maximum autorisée de plomb contenu dans l'air. Le plomb est en effet extrêmement toxique, et la limite fixée est actuellement dépassée dans de nombreuses villes.

Déjà, une précédente mesure, décidée en 1978, limitait la teneur de plomb contenu dans l'essence des voitures (avec un maximum variant suivant les pays, comme si le plomb était moins toxique dans certains pays que dans d'autres !). Cette mesure s'est révélée insuffisante et, pour la première fois, c'est le taux de plomb dans l'air qui est réglementé.

Le seuil fixé est bien entendu dépassé dans les centres des grandes villes et autour de certaines usines. Les directives, qui, en principe, doivent entraîner la prise de mesures concrètes, laissent un délai de cinq ans aux municipalités et aux pouvoirs publics pour les faire appliquer !

Mais comment faire respecter cette directive, les ministres de l'Environnement ne l'ont pas dit. Les causes de la pollution par le plomb sont la circulation automobile d'une part et certaines industries d'autre part. Faute de mesures concrètes dans ces deux domaines, la nouvelle directive risque de n'être qu'un peu de fumée en plus !

Les parrains

On connaît maintenant les grands parrains du Tour de France.

Le premier est un dentifrice : *« Teraxyl sera de nouveau le dentifrice officiel du Tour de France et le dentifrice du sourire »*. Alors souriez... Teraxyl, à moins que vous ne préfériez *« X'Tra, poudre fine, lessive jeune et moderne »*, qui parraine le grand prix des jeunes. Pour coureurs lessivés guignant le bord de mer, il y aura *« les sprints Merlin-Plage »*. Avec le Crédit Lyonnais, Talbot, la BNP, le Coq Sportif, TF1 ou les produits Coop, voilà bouclée la grande boucle des parrains.

Dans le milieu sportif, c'est comme dans le milieu tout court : les parrains tirent les ficelles et ramassent l'oseille.

Fruits frais et système pourri

Alors que les tomates et les cerises continuent souvent d'afficher à Paris des prix avoisinant huit à dix francs le kilo ou plus, les prix payés aux paysans s'effondrent en Provence et dans le Roussillon.

Les agriculteurs de Provence ont même dû interrrompre la cueillette des cerises : entre 30 % et 80 % de leur production n'ont pas trouvé preneurs sur les marchés de gros.

Au moment où le gouvernement parle de freiner la hausse des prix, les grossistes préfèrent ne pas acheter les fruits plutôt que de les vendre à trop bas prix. C'est bien là la logique du système : gâchis d'un côté et prix élevés de l'autre !

Pastis, c'est pas clair

Rien ne va plus au royaume du pastis. D'après *Que Choisir* de juillet-août 1982, au moins deux sociétés, Euromarché et Dobanis, introduisent dans leur pastis un produit de synthèse toxique, l'anéthol. Même le pastis Duval serait douteux. Et pas question de se rattraper sur le pastis sans alcool : sans alcool peut-être, mais avec anéthol, sûrement, toujours d'après *Que Choisir.*

L'alcool tue lentement. Le pastis à l'anéthol sans doute plus vite. Alors il n'y a plus qu'à se rabattre sur le Canada-Dry !

« De la tendresse, bordel ! »

Saviez-vous pourquoi les vaches soviétiques ne donnent que 7,5 litres de lait par vache, contre 15, 20 ou 25 litres pour une vache occidentale ?

Eh bien, selon *France-Soir*, une jeune savante russe aurait trouvé la solution à cet épineux problème. Cela est dû, suivant ses termes, au *« langage ordurier utilisé par les paysans russes à l'égard de leur cheptel. Les vaches se vengent donc sur l'homme en donnant le minimum de lait »*. Le remède ? Une voix douce et même tendre, et de la musique. Pas de la musique bruyante comme les marches militaires, mais du genre berçeuses pour détendre les nerfs des bovins.

Déjà, dans les années 1930, Staline préconisait d'installer des gramophones pour accroître le rendement des vaches laitières. Après cinquante ans de Stalinisme, les vaches soviétiques ne donnent toujours que 7,5 Litres. Il paraît que la musique, elles supportent, mais apparemment pas le... régime.

La crise économique : ceux qui en profi

Les parasites

Toutes les statistiques le montrent, la bourgeoisie — et ce n'est pas vrai seulement en France — n'investit plus.

Alors, du fait de la crise, du fait du rétrécissement du marché, elle essaie de continuer à faire des profits, à faire de l'argent sans produire. Les bourgeois cherchent à placer leurs capitaux de façon rentable partout et n'importe où.

C'est ainsi que les bourgeois, de France comme d'ailleurs, achètent des dollars pour les placer auprès des banques américaines à des taux élevés d'intérêts. Ils achètent des dollars ou des marks ou tout autre chiffon de papier réputé avoir quelque valeur, même éphémère. Ils spéculent !

Parce qu'elle n'a plus assez confiance dans son système pour investir, la bourgeoisie d'aujourd'hui vit de la circulation de sa monnaie. Elle cherche à la placer ici ou là pour tirer bénéfice de chaque métamorphose, mais l'augmentation de la masse monétaire qui résulte de cette circulation effrénée ne correspond à aucun accroissement des biens matériels et asphyxie à chaque fois un peu plus l'économie.

Mais les capitalistes ne voient pas, ne dominent pas le fonctionnement de leur système. Ils calculent à court terme leurs profits, et leurs calculs les conduisent à contribuer à une dégradation constante de la situation.

Comme le disent certains économistes, « la bourgeoisie fait de la graisse, pas du muscle ». **Et ce qui étouffe aujourd'hui l'économie, c'est cette graisse qu'accumulent les classes dominantes — pas seulement celles des Etats-Unis, mais toutes celles des pays capitalistes. Cette graisse, ce sont les capitaux potentiels dont elles privent l'économie parce qu'elles n'ont plus de dynamisme, parce que leur système est en crise. Une crise qui précipite des millions d'hommes dans le besoin — cela dans les pays dits riches — et des centaines de millions d'autres dans le dénuement — cela, dans les pays pauvres. Une crise qui condamne d'autant plus ce système que les moyens existent pourtant pour investir à des fins utiles, et que les besoins ne manquent pas non plus.**

L'austérité : la faute au dollar ?

Pour justifier les mesures d'austérité qu'ils nous imposent, les gouvernants pointent un doigt accusateur vers les Etats-Unis : « *La hausse du dollar et des taux d'intérêts américains a provoqué pour les industries européennes, encore mal remises du second choc pétrolier, l'équivalent d'un troisième* », a dit ainsi Jacques Delors le 24 juin à la tribune de l'Assemblée. « *Les Etats-Unis, insensibles aux préoccupations de leurs alliés, se moquant de leurs engagements, poursuivent une politique plus inspirée par leurs intérêts domestiques que par les responsabilités de leur « leadership » international. (...) Les fluctuations du dollar ont entraîné la récession la plus grave que nous ayons connue depuis 1929* ». Mêmes plaintes du côté des ministres communistes : Jack Ralite parlait ainsi, ce même 24 juin, sur Europe n° 1 de « *la guerre économique inadmissible que nous mènent les Américains et le grand capital* ».

Bref, si aujourd'hui les salariés doivent se serrer la ceinture, ce serait d'abord la faute des étrangers, des Américains, plus précisément, et de leur dollar.

Bien sûr, il est vrai que, dans la guerre économique que se livrent les puissances capitalistes, les USA mettent à profit leur place de leader pour faire supporter à leurs concurrents une partie de leurs problèmes. Il est ainsi tout à fait exact qu'afin de renflouer les caisses de leur Etat, vidées par les aides multiples accordées à leurs capitalistes, les autorités américaines pratiquent une politique de taux d'intérêts élevés destinée à attirer chez eux les capitaux flottants de tous les pays. Et il est tout aussi exact qu'ainsi attirés par l'espoir de réaliser de plantureux bénéfices, simplement en prêtant leur argent à ces taux avantageux, les capitalistes ne pensent évidemment pas à investir dans la production et à embaucher... D'autre part, comme, pour faire affluer vers eux des capitaux, les Etats européens suivent aussi les USA sur la piste de la hausse des taux d'intérêts, le crédit devient plus cher partout et alimente du même coup l'inflation. Sans oublier bien sûr que ces mouvements de capitaux attirés aux USA contribuent à faire monter le dollar (qui a frôlé les 7 francs) et que, comme la France paye 37 % de ses importations en dollars, il y a effectivement un alourdissement de la facture...

Mais tout cela ne nous dit pas pourquoi ce serait justement aux salariés de régler la note.

Après tout, ce à quoi on assiste en ce moment, c'est à un nouveau développement de la guerre économique, et dans cette guerre, tout se passe selon la règle du jeu en régime capitaliste : c'est-à-dire selon la loi de la concurrence et la loi du plus fort.

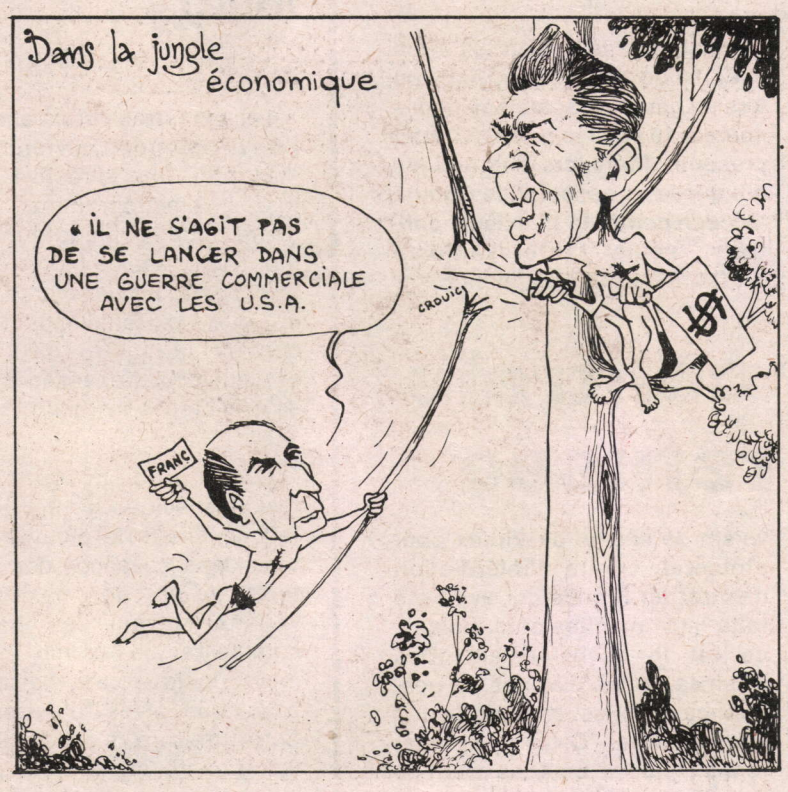
Eh bien, cette règle du jeu, ce ne sont pas les salariés qui l'ont mise en place, ce ne sont pas eux qui en profitent. Ce n'est pas à eux de payer. Par contre, les capitalistes français, eux, comme les autres, font partie de ce système malade. C'est leur système, et ils en profitent. Ils sont de ceux qui jouent avec les monnaies et avec les capitaux. Ils sont de ceux qui les placent là où cela leur rapporte le plus, sans souci des conséquences pour les populations. Le dollar n'est pas seul en cause.

Alors bien sûr, le gouvernement de la gauche ne peut pas résoudre la crise économique mondiale, il ne peut changer la règle du jeu ; ce n'est d'ailleurs au pouvoir d'aucun gouvernement du monde capitaliste. Par contre, un gouvernement qui serait véritablement un gouvernement au service des travailleurs pourrait parfaitement, face à ce « *contexte difficile* » et à l'aggravation de la crise que nous connaissons, imposer des sacrifices aux possédants, aux industriels et aux banquiers français.

Alors non, si c'est aux pauvres qu'on demande une fois de plus de payer, ce n'est pas une fatalité due au dollar ou à la crise. C'est le résultat d'un choix du gouvernement de gauche, un choix de classe, un choix qui consiste à préserver les intérêts de la bourgeoisie, à ne pas « faire payer les riches ». Et si on nous désigne le dollar comme principal responsable de notre sort, c'est pour mieux détourner notre regard des vrais problèmes. Alors, ne nous laissons pas abuser !

Frédéric FERRIÈRES

Mitterrand tempête dans un verre d'eau



Mitterrand est amer. Il vient de qualifier, au Conseil européen, **« d'insupportables, les positions économiques et commerciales défendues par les Etats-Unis ».** Il n'accepte pas leur **« politique de domination ».**

Pourquoi ces déclarations ? Eh bien Mitterrand a l'impression d'avoir été trompé. Pensez-donc, alors qu'à Versailles les Américains avaient souscrit à certains engagements, aussitôt partis aussitôt oubliées les bonnes paroles !

Mitterrand se plaint : les Américains imposent des taxes jusqu'à 40 %, sur les importations d'aciers européens.

Après avoir interdit aux firmes américaines de vendre des équipements énergétiques à l'URSS, les Etats-Unis ont élargi l'interdiction aux filiales étrangères et aux brevets américains. Cela compromet l'installation du gazoduc euro-sibérien que certains qualifiaient déjà de **« marché du siècle »** pour les capitalistes européens. Par ailleurs, les taux d'intérêts américains n'ont pas diminué et le dollar oscille autour de 6,92 F

Alors, les hommes d'affaires européens ont de quoi être maussades.

Mais dans cette crise du monde capitaliste où aucune règle n'existe, hormis la loi de la jungle, que peuvent-ils donc faire, sinon accepter précisément, la politique de domination de leurs puissants rivaux américains ?

Prudent, Mitterrand a d'ailleurs affirmé qu'**« il ne s'agit pas de lancer une guerre commerciale avec les Etats-Unis ».**

Certes, la guerre commerciale est déjà commencée et ne tourne pas à l'avantage de l'Europe. Il ne lui reste donc plus comme l'a dit Mitterrand qu'**« à exprimer son vif mécontentement »** et à mettre le petit doigt sur la couture du pantalon, puis à payer la note.

P.V

La course a banques : Spéculation détriment d la productio

Un aspect de la crise économique : la concentration des trusts s'accélère

La crise économique, qui s'est traduite en 1981 par une stagnation de la production industrielle mondiale et une forte augmentation du chômage, accélère le phénomène de concentration entre grands trusts industriels et financiers. Face à un marché diminué ou stagnant, les grands trusts ne cherchent pas la plupart du temps à augmenter leur production : ils visent à s'emparer de parts de marchés déjà existants, en prenant le contrôle d'entreprises prospères mais moins puissantes financièrement.

C'est ainsi que l'année 1981 et la première moitié de l'année 1982 ont été marquées aux Etats-Unis par une série de gigantesques batailles boursières opposant les géants de l'industrie mondiale pour le rachat de grandes entreprises qui, par leurs profits, excitaient leur convoitise. Le record en la matière a été établi en juin 1981 par le rachat par le groupe chimique américain Du Pont de Nemours, quatrième entreprise mondiale par le chiffre d'affaires, de la société pétrolière Conoco, neuvième société pétrolière et second producteur de charbon aux Etats-Unis. Conoco avait fait l'objet d'une offre publique d'achat par le groupe canadien de spiritueux Seagram, qui annonçait son intention de racheter la majorité des actions de Conoco pour la somme colossale de 15,3 milliards de francs. Du Pont de Nemours a alors plus que doublé la mise, en portant les enchères à 44 milliards de francs, ce qui lui a permis de ramasser la majorité des actions Conoco, juste sous le nez de Mobil, seconde compagnie pétrolière américaine, arrivée trop tard dans la bataille, avec une nouvelle offre de 52 milliards de francs. Cette opération a été effectuée pour moitié à crédit puisque, pour ce faire, Du Pont a emprunté 18 milliards de francs auprès des banques. (C'est un endettement qui, doit dit en passant, représente environ le sixième du déficit budgétaire de l'Etat français prévu pour 1982).

Et ce cas n'est nullement isolé. Le premier producteur d'acier américain, le trust US Steel, a payé trois mois plus tard environ 40 milliards de francs pour acquérir Marathon Oil, une autre société pétrolière. Gulf Oil, sixième compagnie pétrolière américaine, est actuellement engagée dans une bataille boursière pour la prise de contrôle du groupe pétrolier Cities Service pour laquelle il offre environ 35 milliards de francs.

...ent sont les mêmes que ceux qui l'aggravent

...profit des trusts et des ... en tous genres... au ...s investissements et de ... !

Il y a tout juste un an, la société française Elf Aquitaine, en principe contrôlée par l'Etat, a acquis Texas Gulf pour environ 15 milliards de francs. Là encore l'opération d'achat s'est effectuée largement à crédit puisqu'Elf a dû emprunter environ la moitié du prix d'achat en dollars. Ainsi Elf paiera en 1982 1,5 milliard de francs d'intérêts aux banques sur ce prêt et autant (ou plus si le dollar augmente encore par rapport au franc) chacune des années suivantes.

Le rôle des grandes banques mondiales...

Dans le même temps où les groupes industriels les plus florissants s'endettent pour rester dans le peloton de tête des entreprises géantes, d'autres sociétés de taille comparable, frappées par le ralentissement économique, recherchent des capitaux pour éviter la faillite. On estime qu'aux Etats-Unis une bonne dizaine des plus grosses sociétés industrielles et commerciales sont au bord de la faillite financière. International Harvester, qui produit des machines agricoles et du matériel de travaux publics, a été en 1981 incapable de faire face au remboursement de ses emprunts. La société a obtenu de ses créanciers bancaires un moratoire pour reporter les remboursements d'une dette qui représente les trois quarts des sommes dues l'année dernière par la Pologne !

Les banques qui alimentent par le crédit toutes ces opérations se sont, elles, lancées à corps perdu dans une politique de prêts tout azimut. Les profits financiers qu'elles retirent de ces activités constituent en fait un prélèvement sur les richesses réellement produites par la production industrielle. Si les profits financiers se sont gonflés, et cela d'autant plus que les taux d'intérêts pratiqués notamment aux Etats-Unis étaient plus élevés, c'est donc parce qu'ils sont issus de manœuvres spéculatives.

Mais cette course effrénée pour accorder toujours plus de prêts augmente les risques de faillite des établissements bancaires.

...dont des banques françaises !

Dans un récent numéro dossier consacré aux banques françaises à l'étranger, *Le Monde* relevait qu'en quelques années le réseau bancaire français à l'étranger, constitué principalement par celui des grands établissements nationalisés comme la BNP, le Crédit Lyonnais et la Société Générale, s'est gonflé jusqu'à devenir le second du monde, derrière celui des banques américaines. Ce journal reconnaissait que les banques françaises peuvent aujourd'hui être considérées comme « *des géants aux pieds d'argile* ».

Environ 45 % des réserves financières des banques françaises sont aujourd'hui constituées par des avoirs libellés en monnaies étrangères. C'est-à-dire que pour l'essentiel l'argent que détiennent ces banques françaises, et qui ne représente qu'une toute petite partie du montant total des prêts consentis, est constitué par de l'argent emprunté et non pas par des avoirs réels.

La situation des banques françaises, engagées dans cette folle course aux crédits internationaux, n'est pas un fait isolé. Plusieurs banques américaines ont engagé dans un seul pays, le Brésil, des sommes dépassant le total de leurs capitaux propres. Les banques japonaises et celles des autres pays européens industriels pratiquent de même. Toutes se sont ruées aux Etats-Unis où les taux d'intérêts sont les plus élevés de ceux des grands pays industriels. Le journal économique américain *Business Week* estime aujourd'hui à 30 % la part des crédits accordés aux entreprises américaines qui l'ont été par des banques étrangères... qui pour la plupart ne font que reprêter ce qu'elles ont emprunté.

La fuite en avant vers les profits... et l'aggravation de la crise !

Ces pratiques rappellent le climat spéculatif qui régnait aux Etats-Unis avant la crise de 1929. L'utilisation généralisée du crédit, pour produire de nouveaux profits bancaires complètement factices ou pour favoriser la concentration des grands trusts, montre que tout le système mondial du crédit fonctionne aujourd'hui pour l'essentiel afin de produire des profits à court terme, sans retombées réelles pour l'économie, et sans aider à la production de biens réels.

Quant à créer des emplois en faisant redémarrer la production industrielle, il s'agit là du dernier des soucis des capitalistes de l'industrie et de la finance. Les subventions à l'industrie et les diminutions de salaires, présentées par les gouvernements de droite comme de gauche des pays capitalistes comme la condition du salut économique, contribuent seulement, tant que le système tient, à alimenter les profits spéculatifs des grands groupes financiers.

Pierre VERNANT

Les capitalistes américains sont contents

Les patrons français ne sont jamais contents, on le sait bien : Mitterrand a beau leur donner la main, c'est le bras, l'épaule et tout le reste qu'ils réclament.

Mais, par bonheur pour Mitterrand, il y a quand même des patrons heureux de sa politique : ce sont les patrons américains qui ont des filiales en France. En tout cas, c'est ce que rapporte la revue patronale américaine *Fortune* dans un long article intitulé : « *Avec Mitterrand, une année pas si mauvaise pour les affaires* ».

Oh, ce n'est pas un bonheur absolument sans nuage. Ainsi, les banquiers américains sont bien un peu déçus que la nationalisation des banques françaises n'ait pas suscité le raz-de-marée de nouveaux clients qu'elles espéraient. Et puis, il y a bien aussi cette histoire d'indemnisation pour la nationalisation des quatre filiales françaises d'ITT, pour laquelle on a du mal à trouver un accord. Mais enfin, toutes les nationalisations ne sont pas de si mauvaises opérations : celle de la filiale française d'Honeywell est considérée comme une opération « *favorable* », d'autant plus qu'elle permettra à Honeywell de bénéficier d'une partie des subventions à la recherche débloquées par le gouvernement français.

Quant aux filiales qui n'ont pas été nationalisées, leur situation est qualifiée de « *florissante* » pour celle de Golgate-Palmolive, et de « *prospère* » pour celle de General Foods. International Harvester, qui avait elle des ennuis de trésorerie, est « *enchantée par la politique interventionniste de Mitterrand qui lui a offert exactement la bouée de sauvetage dont elle avait besoin* »...

Bref, ajoute *Fortune*, « *pour les 800 compagnies américaines qui ont des filiales en France, la première année du régime Mitterrand a été finalement bonne, et même parfois très bonne* ».

Le socialisme à la française... ça a du bon pour les patrons américains.

F.R.

Banques : Plus c'est gros, plus ça fraude

Le journal **Le canard enchaîné,** dans son édition du mercredi 30 juin, écrit dans un article intitulé : **« Washington connection » : « Le secrétaire d'Etat américain au Trésor dirigeait une pompe à fric français ».** Il vient de révéler les bonnes magouilles financières de la filiale parisienne de la Banque Merrill Lynch, la plus grosse banque américaine d'investissements.

Sous couvert de cette banque, ce sont de l'ordre de 3 000 Français ou étrangers, payant théoriquement leurs impôts en France, qui ont mis leur fric à l'abri. Cette banque se chargeait en effet de récupérer les sommes d'argent pour les placer dans des paradis fiscaux.

Pour réussir ces opérations, **Le Canard** révèle que la Merrill Lynch ne lésinait pas sur les moyens : **« La filière suivie par les capitaux fugueurs était souvent la même : ils quittaient la France pour la Suisse, puis transitaient par des sociétés bidons à Panama et allaient se réinvestir, en général, aux USA. Près de 70 sociétés-écrans panaméennes auraient été spécialement créées pour ces clients très spéciaux ».**

Et on ne peut pas dire que jusqu'à présent la banque ait été beaucoup inquiétée puisque, toujours d'après **Le Canard, « installée à Paris depuis 1958, à quelques pas de l'Arc de Triomphe, Merrill Lynch n'avait jamais subi le moindre contrôle en vingt-trois ans d'activité ». « Un joli record »,** souligne à juste titre **Le Canard.** C'est seulement le 25 février dernier que ce contrôle fut effectué par surprise et que le pot-aux-roses fut découvert.

Depuis, toujours d'après **Le Canard,** les pressions se sont faites pressantes et l'ambassadeur américain, en toute neutralité bien entendu, aurait laissé entendre que ce genre de comportement pouvait être préjudiciable aux investissements américains en France dans l'avenir. C'est vrai, ce ne sont pas des choses qui se font !

Il avait même trouvé, d'après **Le Canard,** du côté des autorités françaises, une compréhension certaine : **« Motus et bouche cousue autour de cette affaire, pourtant spectaculaire. Mieux : un membre du cabinet Jacques Delors expliquera froidement à un diplomate américain que la descente à la banque a été décidée par un responsable « communiste » des douanes ».** Pas très solidaires, dans le cabinet Delors !

Il faut encore préciser, et cela a son importance, que cette bonne magouille, qui a dû rapporter gros, mouille un personnage politique sur le devant de la scène, puisqu'en 1980 le P-DG de cette banque n'était autre que Donald Reagan, qui sévit actuellement comme secrétaire d'Etat américain au Trésor.

C'est vrai qu'après avoir fait ses armes au niveau d'une telle banque, il était tout à fait apte à remplir celui de responsable du Trésor.

On comprend pourquoi, du côté des Américains, on ne tenait pas à ébruiter l'affaire. Et lorsque le quotidien américain édité en Europe **International Herald Tribune** a dévoilé le pot-aux-roses, il paraît que les hommes d'affaires américains ont protesté car cela pourrait compliquer leurs relations avec le gouvernement français.

Quant à la morale de cette histoire, c'est que ça ne vaut vraiment pas la peine de se creuser la tête et de prendre le risque de se faire pincer à la frontière pour placer son argent à l'étranger et échapper au fisc. C'est tellement simple : il suffit de s'adresser à la Merrill Lynch, c'est juste à côté de l'Arc de triomphe à Paris.

P.V.

GRANDE-BRETAGNE : *Après la guerre des Malouines, l'union sacrée en crise*

Quinze jours à peine après la fin de la guerre des Malouines, une grève générale des 180 000 cheminots britanniques vient de paralyser la Grande-Bretagne pendant deux jours.

Ce conflit vient rappeler de façon spectaculaire que malgré ses succès militaires contre un pays du Tiers Monde comme l'Argentine, l'impérialisme anglais reste un impérialisme en crise qui compte plus de trois millions de chômeurs dans sa population. Malgré l'atmosphère d'union sacrée qui a dominé tout au long de la guerre, unissant l'essentiel des forces politiques britanniques autour du gouvernement Thatcher, les conflits sociaux n'ont pas cessé pour autant, et la classe ouvrière anglaise n'a pas renoncé à se défendre contre l'austérité.

Déjà, certaines mesures d'austérité, décidées de longue date mais dont l'application avait été suspendue par la guerre, sont de nouveau à l'ordre du jour. Ainsi, par exemple, 5 700 dockers de Portsmouth, qui étaient menacés de licenciement économique en mars, viennent d'apprendre qu'après avoir trimé 60 à 70 heures par semaine pendant deux mois et demi pour charger et aménager les navires du corps expéditionnaire des Malouines, ils vont se retrouver au chômage dans les semaines qui viennent, avec d'ailleurs 7 300 dockers du reste du pays.

Mais en plus, avec la guerre des Malouines, la note que la bourgeoisie entend présenter à la population s'est encore considérablement alourdie. Déjà, le gouvernement anglais parle de financer le remplacement du matériel militaire détruit au cours de la guerre par un prélèvement exceptionnel sur le budget civil de l'Etat, ce qui signifiera, sans doute, de nouvelles réductions budgétaires dans les services publics, et donc de nouvelles suppressions d'emplois. Et, dans ce domaine, le gouvernement Thatcher risque de montrer d'autant moins de retenue qu'il peut se prévaloir de l'adhésion d'une partie relativement importante de l'électorat à sa politique chauvine, comme semblent l'indiquer les résultats des élections partielles qui ont eu lieu depuis le début de la guerre.

Mais les jeux ne sont pas faits pour autant,

comme le montrent les mouvements de grève qui viennent de se produire. Il est vrai qu'une fois de plus, à l'occasion de ces mouvements, les dirigeants syndicaux britanniques ont montré leur refus d'organiser la riposte des travailleurs. Mais comme cela s'est déjà vu dans le passé, la combativité des travailleurs britanniques peut encore avoir raison des résistances des bureaucrates syndicaux.

Quand Thatcher se réjouit

Un événement d'une portée sans doute limitée a été largement commenté par la presse anglaise. Pour la première fois depuis plus de vingt ans, un parti au pouvoir a réussi le tour de force de remporter une élection partielle dans une circonscription qui ne lui appartenait pas : c'est ce qui s'est passé au début juin, à Merton, une circonscription travailliste de la banlieue résidentielle de Londres, où le candidat conservateur a remporté le siège. Un phénomène analogue s'était produit le mois précédent, lors des élections municipales partielles qui se sont déroulées dans la plupart des grandes villes : entre autres succès significatifs, le Parti Conservateur avait réussi à enlever au Parti Travailliste la mairie de l'un des plus gros centres industriels anglais, Birmingham.

Il est vrai qu'en réalité les voix des conservateurs n'ont pratiquement pas marqué de progrès au cours de ces diverses élections. En revanche, celles des travaillistes ont marqué un recul assez net en faveur des sociaux-démocrates et des libéraux, permettant ainsi aux conservateurs de l'emporter à la majorité simple. Mais le seul fait que, malgré trois années de pouvoir et l'usure que cela entraîne, malgré trois millions de chômeurs et les coups répétés portés par le gouvernement Thatcher au niveau de vie de la population laborieuse, le Parti Conservateur ait quand même réussi à ne pas perdre de terrain sur le plan électoral indique à la fois une certaine adhésion d'une grande partie de l'électorat à la politique d'union sacrée qu'a prônée Margaret Thatcher depuis le début de la guerre des Malouines, mais aussi une certaine désaffection de l'électorat vis-à-vis du Parti Travailliste.

Il est vrai que les travailleurs hostiles à l'austérité n'ont guère de raisons de se tourner vers le Parti Travailliste. D'abord parce que, lorsqu'il était au gouvernement, il n'y a pas trois ans, ce parti a lui aussi pratiqué l'austérité contre les travailleurs. Ensuite parce qu'aujourd'hui, où il est dans l'opposition, le Parti Travailliste ne propose rien pour lutter contre l'austérité, quand il ne soutient pas purement et simplement le gouvernement, comme lors de la guerre des Malouines.

Mais du coup, les politiciens de droite et d'extrême-droite relèvent la tête. On les voit se réjouir d'une situation dont ils espèrent bien profiter, en jouant sur la corde raciste ou, simplement, sur les sentiments chauvins qui peuvent exister à l'heure actuelle dans la population.

Quant au gouvernement, il peut s'appuyer sur ces succès électoraux pour donner une nouvelle légitimité à sa politique et pousser plus loin son avantage. C'est ainsi, par exemple, que les prises de position en faveur d'une augmentation importante du budget militaire se sont multipliées, y compris dans les sphères gouvernementales. On parle de la construction d'un troisième porte-avions britannique, et d'une augmentation de 60 % des livraisons de véhicules blindés à l'armée, pour ne citer que ces exemples.

Mais vis-à-vis de la classe ouvrière aussi, le gouvernement Thatcher cherche à profiter de ce qu'il présente comme la manifestation d'un consensus en se montrant d'autant plus inflexible face aux revendications, et en cherchant à faire passer les fauteurs de grève pour des saboteurs de l'entente nationale qui s'est créée au cours de la guerre des Malouines. C'est d'ailleurs exactement ce qui vient de se passer à l'occasion de la grève des cheminots où les porte-parole gouvernementaux ont multiplié les déclarations accusant les grévistes d'avoir **« déclaré la guerre au public »...**

• *A défaut de lutter contre l'austérité, le Parti Travailliste lutte... contre son extrême-gauche*

Le 23 juin, le Comité exécutif du Parti Travailliste a adopté le principe d'une nouvelle réglementation concernant les tendances qui existent en son sein. Selon cette nouvelle réglementation, toute tendance désireuse d'avoir une existence organisée au sein du Parti Travailliste devrait demander l'autorisation... d'exister aux dirigeants de ce parti. Les critères pour obtenir une telle autorisation seraient d'avoir un fonctionnement **« ouvert et démocratique ».** Les membres des tendances qui ne se plieraient pas à cette réglementation, soit parce qu'elles négligeraient de demander leur autorisation, soit parce qu'elles ne l'auraient pas obtenue, pourraient être automatiquement exclus du parti sans qu'il soit nécessaire d'en référer à une instance quelconque.

Ce genre de réglementation n'est pas vraiment nouvelle au sein du Parti Travailliste. C'est au nom d'une telle réglementation que les militants du Parti Communiste Anglais y étaient pourchassés entre les deux guerres, ou à l'époque de la Guerre Froide.

Mais cette fois-ci, ceux qui sont visés par cette décision sont essentiellement, pour l'instant en tout cas, les membres du groupe « Militant ». Il s'agit d'un petit groupe qui se réclame du trotskysme et qui a été fondé voilà dix-huit ans au sein du Parti Travailliste, dont il n'est jamais sorti. Il publie un hebdomadaire et semble disposer d'une influence réelle parmi les jeunes travaillistes et dans un petit nombre de sections locales du Parti Travailliste, essentiellement dans les grandes villes.

C'est donc la décision d'ouvrir la chasse aux sorcières contre les membres du « Militant » que vient de prendre la direction du Parti Travailliste. Cette décision est en fait l'aboutissement de toute une campagne orchestrée par des dirigeants de la droite du parti, qui dure depuis plus d'un an, et selon laquelle l'échec électoral du Parti Travailliste en 1979 et l'arrivée au pouvoir des conservateurs seraient le résultat d'un « sabotage » intérieur du parti par des éléments « gauchistes »... Une façon comme une autre de ne pas remettre en cause la politique anti-ouvrière qui fut celle du Parti Travailliste lorsqu'il était au gouvernement, et qui fut bel et bien la cause de son échec électoral !

Mais outre la volonté de trouver un bouc émissaire bien commode pour expliquer les échecs passés, cette campagne a aussi un autre but : celui de permettre l'élimination de militants dynamiques et radicaux qui, en cette période de crise, pourraient trouver l'oreille de la jeunesse en particulier. Non pas d'ailleurs que ce soit le cas à l'heure actuelle avec le « Militant » qui, en dehors de sa référence au trotskysme, se cantonne à une opposition respectueuse (c'est ainsi par exemple que la critique faite par le « Militant » du soutien travailliste à l'expédition des Malouines a été des plus discrètes). Mais, au-delà du « Militant » lui-même, c'est une possibilité qui existe, et contre laquelle les dirigeants travaillistes veulent se prémunir : ce n'est pas un hasard si, parmi les plus virulents partisans de la chasse aux sorcières, on trouve des dirigeants de grands syndicats comme celui des cheminots ou celui des métallos, par exemple ceux-là mêmes qui se plaignent amèrement d'avoir du mal à contrôler leurs troupes à cause d'éléments « aventuristes » !

USA

Schultz remplace Haig : deux hommes au service des mêmes intérêts

George Schultz a donc remplacé Alexander Haig comme secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangéres.

Cet événement a évidemment suscité dans la presse des commentaires immédiats... et contradictoires.

Tout y est passé. On a cherché les raisons politiques. Haig les suggérait lui-même dans sa lettre de démission, puisqu'il reprochait à Reagan de s'être écarté de **« la direction prudente »** décidée en matière de politique étrangère. Ainsi, il se serait senti désavoué par Reagan pour avoir été trop partisan de la détente avec l'URSS et trop pro-européen, puisqu'il était hostile à l'embargo sur le matériel destiné au gazoduc euro-soviétique. Il aurait été aussi trop inconditionnellement pro-israélien et aurait même saboté un plan pour le Liban conçu par les Saoudiens et agréé pourtant par Reagan...

Son départ, à en croire la presse, signifiait le durcissement américain envers l'Europe et les Soviétiques.

Tout cela fut vite nuancé, voire démenti. Kissinger, interviewé, présenta Haig et Schultz, au même titre, comme ses amis politiques. Et si l'un est considéré comme son disciple, l'autre a **« toute son affection et tout son respect »**. La presse américaine rappela aussi que Schultz avait toujours été partisan de relations commerciales avec l'URSS et avait reproché à Carter, en 1979, sa décision de limiter la fourniture de moyens technologiques aux Soviétiques. .

Bref, les divergences politiques devenaient de plus en plus floues.

On a également cherché les raisons personnelles à cette démission. Haig se querellait, paraît-il, avec le secrétaire d'Etat à la Défense, Weinberger, et ne s'entendait guère avec le président. Il faut dire que, lors de l'attentat contre Reagan, Haig s'était empressé de déclarer aux journalistes qu'il prenait en main les affaires du pays. C'était dur à entendre pour les successeurs officiellement désignés, et encore plus dur pour Reagan, ainsi enterré prématurément par son propre secrétaire d'Etat.

Alors, raisons politiques ou personnelles ? On n'en sait rien et on n'en saura peut-être jamais rien. Mais une chose est sûre, c'est que la politique étrangère américaine ne dépend pas de l'humeur d'un secrétaire d'Etat, ni de ses intérêts particuliers. Ce n'est pas parce que Schultz, comme président d'une société de construction, la Bechtel, a fait de bonnes affaires avec l'Arabie Saoudite, que les Etats-Unis soutiendraient plus mollement Israël !

Seuls comptent les intérêts de l'ensemble des capitalistes américains qui peuvent aussi bien continuer une même politique avec des hommes différents qu'utiliser le même homme pour mettre en œuvre des politiques différentes. N'est-ce pas sous Nixon, considéré comme un des présidents républicains les plus anti-communistes, que les Etats-Unis eurent de bonnes relations avec Moscou et reconnurent la Chine ?

Alors, Haig ou Schultz, la politique américaine sera ce que les banquiers et les trusts américains veulent qu'elle soit.

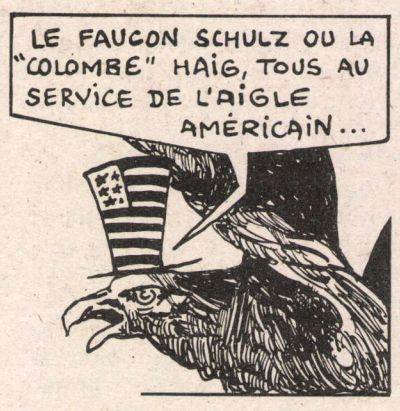
D'ailleurs, Haig ou Schultz, caractère mis à part, où est la différence ?

Tous deux républicains, ils ont servi le gouvernement Nixon, l'un comme militaire, l'autre comme économiste.

Haig fut nommé par Nixon, en 1972, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, et en 1973, secrétaire-général de la Maison-Blanche.

Schultz fut successivement, de 1969 à 1974, secrétaire au Travail, directeur du Budget et secrétaire au Trésor.

Haig a été impliqué dans l'affaire du Watergate. Il a



reconnu avoir mis sur table d'écoute 14 personnes. Il s'est fait remarquer en prétendant que **« quelque force sinistre »** avait effacé une partie des bandes magnétiques incriminées. Puis il a invoqué **« les intérêts supérieurs du pays »** avant d'aller se faire un peu oublier en Europe comme chef de l'OTAN. Schultz, lui, a démissionné à temps, ce qui lui a valu une réputation d'homme intègre.

Alors aujourd'hui, la démission de Haig fait du bruit et donne lieu à des supputations. Mais c'est peut-être tout simplement, pour lui, une façon de ménager l'avenir : Reagan n'est plus tout jeune et l'échéance électorale, les présidentielles de 1984, n'est pas si lointaine.

Sylvie MARECHAL

IRLANDE DU NORD :

L'armée fait sauter une bombe en plein quartier catholique

A Belfast, lundi 28 juin, la police découvrait une bombe de très forte puissance dans une camionnette à la suite d'un coup de téléphone anonyme. L'armée anglaise décidait alors de ne pas la désamorcer mais de la faire exploser là où elle avait été trouvée, c'est-à-dire en plein quartier catholique. Plusieurs centaines de personnes étaient évacuées et l'on fit sauter la bombe. Bilan : près de 300 maisons endommagées.

On peut, bien sûr, penser que l'armée britannique a préféré faire exploser la bombe par mesure de sécurité. Mais il semble bien quand même qu'elle n'ait pas beaucoup cherché à éviter les dommages. Car d'après la police elle-même, cette bombe, qui aurait été fabriquée par l'IRA provisoire, était destinée à être acheminée ailleurs. Il semble donc qu'elle était transportable.

Faire payer à la population catholique les dégâts occasionnés par une bombe de l'IRA a sans doute été une tentation très forte pour l'armée britannique. Aurait-elle agi de même dans un quartier de Londres ? On peut en douter. En tout cas, cet événement est révélateur du peu de cas que fait l'armée britannique de la population catholique d'Irlande du Nord.

• Les dirigeants syndicaux bradent les... luttes des travailleurs

DANS LES CHEMINS DE FER...

Au début juin, pour protester contre la décision du gouvernement de geler les salaires des cheminots pendant cinq mois et contre l'introduction de nouvelles mesures visant à accroître la productivité, le principal syndicat de cheminots, le NUR, avait lancé un mot d'ordre de grève générale à partir du 28 juin.

Le gouvernement n'ayant rien cédé, la grève a effectivement éclaté le 28 et a complètement paralysé le réseau ferroviaire. Mais le jour même, alors que le gouvernement n'avait toujours pas fait la moindre concession, le NUR a appelé à la reprise pour le lendemain à minuit, afin de **« permettre un arbitrage »**.

Pourquoi ce revirement subit ? C'est que le mot d'ordre de grève illimitée avait été voté à une faible majorité par le Comité exécutif du NUR, dans lequel la gauche syndicale est majoritaire, et contre la volonté du président du NUR, Sid Weighell, qui, lui, a de longue date la réputation de compter parmi les dirigeants syndicaux les plus réactionnaires.

Or, le 28 juin, se réunissait le congrès du NUR à Plymouth. Et c'est ce congrès qui, à la demande de Sid Weighell, a décidé d'annuler le mot d'ordre de grève.

Mais le 29 juin, nouveau revirement. Cette fois-ci, c'était l'ASLEF, un petit syndicat, majoritaire chez les conducteurs, qui lançait un mot d'ordre de grève illimitée à compter du 4 juillet. Il s'agissait bien d'un revirement puisque, la veille encore, l'ASLEF avait refusé de s'associer au mot d'ordre de grève générale du NUR. Le motif officiel invoqué par l'ASLEF était la décision de la direction des chemins de fer de commencer à mettre en place, à titre expérimental, de nouveaux types de roulements à compter du 4 juillet. Mais cette décision était connue depuis plusieurs semaines déjà, et il est bien plus probable que les motivations des dirigeants de l'ASLEF aient été la lutte ouverte à laquelle ils se livrent avec le NUR depuis déjà de longues années pour élargir leur influence parmi les cheminots.

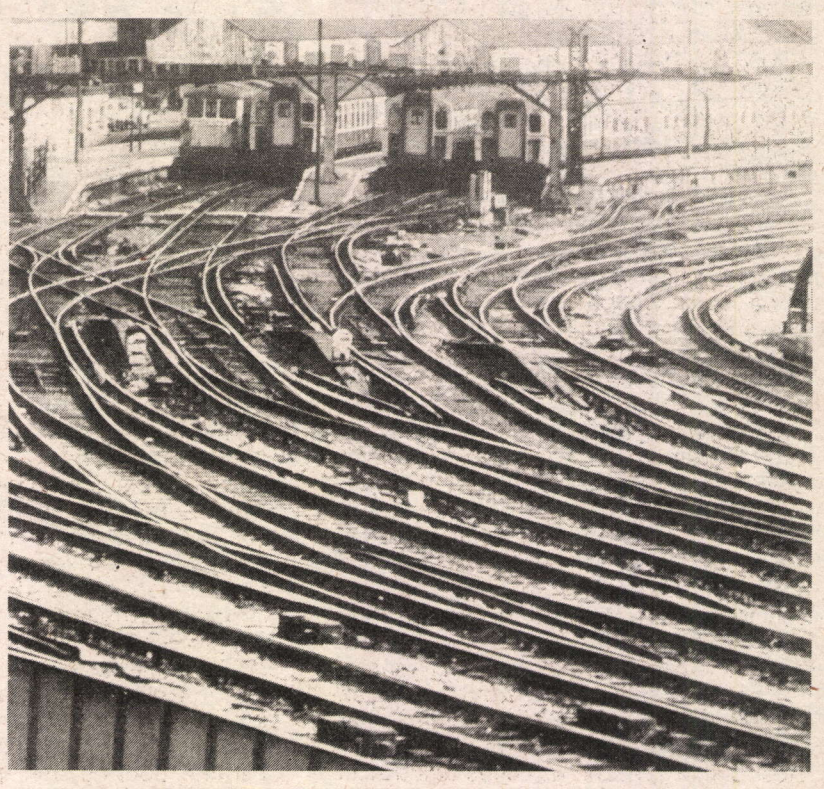
En tout cas, dans toutes ces manœuvres d'appareil et de boutique, les seuls qui n'ont pas été consultés, ce sont les cheminots eux-mêmes. De toute évidence, ce n'est pas sur de tels dirigeants syndicaux que les cheminots peuvent compter pour les mener à la bagarre contre l'austérité. Il est vrai que les cheminots anglais ont montré, récemment encore, qu'ils savaient passer outre les sordides préoccupations de leurs dirigeants : lors de la grève des roulants, déclenchée au début de cette année par l'ASLEF, c'est en partie parce que les conducteurs membres du NUR ont rejoint les grévistes, malgré les consignes très fermes du NUR, que le gouvernement a dû reculer !

... ET LE METRO LONDONIEN

Outre la grève des cheminots, d'autres mouvements importants se sont déroulés au cours des dernières semaines de juin, dans les hôpitaux et surtout dans le métro londonien.

C'est ainsi que, pendant trois jours, les employés du métro de Londres ont fait grève contre la diminution du nombre de métros sur les lignes aux heures de pointe prévue par la direction des transports londoniens, et qui menace de se traduire par des suppressions d'emplois. Là encore, c'était le NUR, le syndicat des cheminots, qui était à l'origine de ce mouvement, qui a démarré le 27 juin. Comme la grève des cheminots du lendemain, il a été largement suivi. Mieux : le 28 juin, plusieurs dépôts d'autobus de la région de Londres se sont également mis en grève en signe de solidarité sans attendre les consignes syndicales.

Mais cela n'a pas empêché le congrès du NUR de faire subir à la grève du métro le même sort qu'il avait fait subir à la grève des cheminots : en effet, le 29 juin, le congrès du NUR a voté la reprise du travail sans que la direction des transports londoniens ait cédé quoi que ce soit.



Les dirigeants syndicaux manœuvrent, mais rien ne dit que les cheminots anglais ne passent pas outre.

En votre arme et conscience...

Un « Start I » qui risque de ne pas aller loin

Après trois ans d'interruption, l'URSS et les USA viennent de reprendre à Genève leurs pourparlers sur les armements stratégiques nucléaires. En effet, après la signature du traité Salt II à Vienne, en juin 1979, entre les deux super-puissances, les négociations s'étaient arrêtées, cet accord n'ayant pas été ratifié par le Sénat américain.

Aujourd'hui, en juin 1982, les nouvelles négociations entre les deux super-grands ont pris le nom de START (Strategic Arms Limitation Talks) au lieu de Salt. Mais c'est un départ qui risque de faire long feu. Non seulement il faut aux négociateurs soviétiques et américains prendre en compte l'apparition d'armements plus diversifiés qu'en 1979 mais encore chacun va tenter de revenir sur ce qui avait été conclu en 1979. Enfin, cette discussion en recoupe une autre, celle entamée il y a huit mois, à Genève aussi, sur les armements respectifs de l'URSS et des USA en Europe.

Il paraît que les négociateurs américains sont arrivés avec dans leur musette une proposition, non seulement de limitation, mais de réduction du potentiel stratégique. Ils proposent de ramener à 5 000 le nombre de charges nucléaires sur missiles balistiques et à 2 500 celui des ogives sur missiles intercontinentaux (basés au sol).

Quand on regarde de plus près, cela voudrait dire que l'URSS, qui possède 5 500 ogives (ils ont installé à terre les 3/4 de leur arsenal), devrait donc réduire de 3 000 son potentiel, alors que les USA qui, pour l'instant, n'en ont paraît-il que 2 000, pourraient aller de l'avant dans leur programme. On voit donc à quel point les négociations vont être tortueuses !

Quant à ce qu'il en sortira, c'est une autre histoire. Après Salt I de 1969 à 1972, après Salt II de 1974 à 1979... les usines d'armements ont produit de plus belle. Alors... peut-être après la guerre, on verra... A moins que les peuples n'y aient mis le holà.

Fluctuat nec mergitur

Les manœuvres de franchissement de la Seine par le « génie » de l'armée française, dimanche 27 juin. (AFP)

Dimanche 27 juin, l'armée de terre est venue à Paris pour essayer son dernier joujou : des ponts flottants pour faire traverser les cours d'eaux aux blindés.

On a donc pu voir sur la Seine, charmant spectacle, de curieux bateaux-mouches surmontés d'une tourelle avec une sorte de tube.

L'expérience ayant été concluante, il paraît que les AMX 30 porteraient tous désormais l'inscription « Je flotte et ne sombre pas ».

Génial Hernu

Hernu veut avancer l'âge de l'incorporation à 18 ans. Jusque-là en effet, on faisait son service en moyenne à l'âge de 19-20 ans.

Hernu veut également donner la possibilité aux jeunes de s'engager dans l'armée dès 17 ans.

C'est devant les sous-officiers du matériel de l'armée de terre que le ministre de la Défense a tenu ces propos. Il a ajouté ensuite : « *Notre objectif est qu'il n'y ait plus de chômeurs entre 16 et 18 ans* » et encore : « *L'armée permettra aux jeunes sans emploi d'acquérir une meilleure formation encore* ».

Transformer les jeunes chômeurs en militaires, voilà une idée originale. Mais il ne devrait pas s'arrêter là : 2 millions de chômeurs ? Deux millions de soldats ! Trois millions de chômeurs ? Trois millions de soldats ! Et en avant, en rang par deux, une deux, gauche, droite, gauche, droite...

La guerre, c'est rentable

S'il y a bien un secteur que la crise n'atteint pas, c'est l'aérospatiale ; non seulement la SNIAS dont le P-DG n'est autre que le frère de François Mitterrand, n'y a pas perdu de plumes, mais son bénéfice, avant impôts, a plus que triplé en 1981 par rapport à 1980. Il atteint la somme de 403 millions de francs.

Ce bond est paraît-il dû à « *l'effet Exocet à retardement* » ; traduisez : le torpillage d'un navire anglais par le missile antinavires français Exocet, fabriqué par la SNIAS et utilisé par les Argentins lors de la guerre des Malouines, a provoqué une avalanche de commandes. Le carnet de la SNIAS est de 46,8 milliards de francs. Une bagatelle en somme.

Selon le *Nouvel Economiste* c'est la vie de château pour les exportateurs d'armes. En six semaines, aux Malouines et au Liban, on a abattu plus d'avions et coulé plus de navires qu'en 35 ans de Guerre Froide et de conflits localisés. Sur 100 F de matériel de guerre vendu par la France, qui est troisième exportateur mondial, environ 70 se rapportent à des équipements aéronautiques : avions, hélicoptères et missiles.

Voilà comment la SNIAS, constructeur de l'Exocet, assembleur de l'Airbus, réalisateur des hélicoptères Ecureuil et Super-Puma, architecte industriel du lanceur Ariane et des missiles de la force nucléaire stratégique, fait de juteux profits en temps de crise.

Chapeau Hernu !

Dans la même veine d'idées géniales, notre ministre de la Défense vient d'en pondre une pas mal : soumettre aux gradés les manuels scolaires afin d'en extirper toutes les allusions antimilitaristes.

Ce que Bigeard n'avait pas osé, Hernu l'ose !

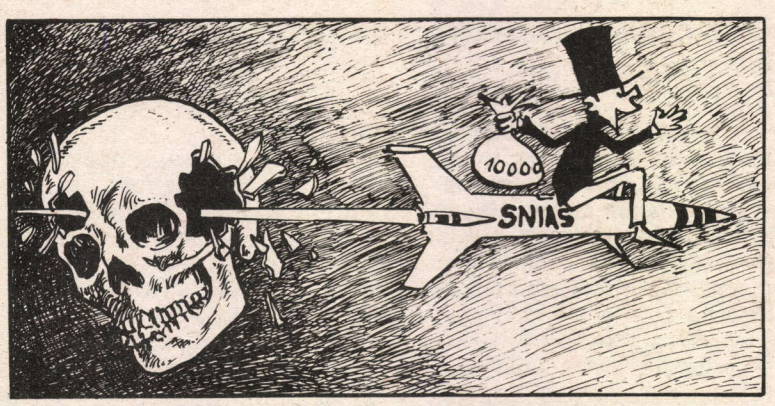
Charles Hernu, ministre socialiste de la Défense, le regard fixé sur l'avenir de l'armée française. Un bel avenir, s'il ne tient qu'à lui ! (AFP)

Faut pas rêver

Pour avoir participé, en uniforme, à la manifestation du 1er mai dernier, l'aspirant Michard est menacé de dégradation de son poste d'officier, ce qui signifie la fin de ses fonctions de médecin à l'armée. Déjà, plusieurs soldats présents à cette manifestation avaient été sanctionnés de jours d'arrêts de rigueur.

Bref, la hiérarchie militaire tient à affirmer aujourd'hui comme hier que, si elle a le droit de faire de la politique, cela est interdit aux soldats.

La décision finale revient au ministre de la Défense, Charles Hernu. Mais comme c'est lui qui a donné l'ordre de poursuite...



de Pompey manifestent à Paris

Mardi 29 juin a eu lieu la marche des sidérurgistes de Pompey sur Paris pour protester contre les menaces qui pèsent sur leur usine (cela va de la fermeture pure et simple de l'usine à plus de 2 300 suppressions d'emplois d'ici à 1986).

Au départ à 4 heures du matin, quelque 50 bus étaient là pour acheminer plus de 3 000 manifestants vers la Tour Eiffel, un symbole, puisque le métal de la Tour a été fourni par les usines de Pompey. A midi, les manifestants étaient déposés au pied de la Tour Eiffel. Après un casse-croûte et une intervention des syndicats, ce fut le départ pour aller devant le siège social de Sacilor, dont Pompey fait partie. La manifestation, haute en couleurs, très animée, dynamique, a emprunté de petites rues, et n'a fait que traverser les Champs-Elysées. Ces quartiers riches ont mis mal à l'aise. « Qu'est-ce qu'ils doivent rigoler les bourgeois de nous voir défiler avec la gauche au pouvoir », ***ont dit certains. Puis, il y eut une longue attente devant le siège de Sacilor, pendant que les délégués étaient reçus par la direction. Le compte rendu de l'entretien fut laconique : la direction restait sur ses positions. Quant aux syndicats qui réclamaient*** « des délais pour négocier » ***ils n'avaient que 15 jours pour faire un contre-plan (dont la direction semble bien se moquer !). Et les syndicats ont alors demandé aux manifestants de reprendre le bus.***

La déception a été grande. Car les syndicats avaient fait miroiter la perspective d'une solution industrielle et sociale au travers d'un contre-plan. Les syndicats ont fait les frais de cette déception. Une camionnette CGT a été bloquée, dépouillée de sa décoration, les militants syndicaux ont été interpellés. Ce qui, au départ, pouvait apparaître comme un succès, tournait à l'échec.

Les syndicats ont paru trop respectueux du gouvernement, trop animés de leur esprit de « responsabilité » et de « concertation et de dialogue ».

Car, depuis le départ, beaucoup de choses clochaient. Après coup, le pique-nique Tour Eiffel et la manifestation dans des quartiers bourgeois apparaissaient comme une réponse dérisoire face à la situation.

De plus, les syndicats n'ont donné aucune perspective. Ils n'ont pas posé le problème au niveau du gouvernement et de son plan-acier, qui prévoit 12 000 à 14 000 licenciements avec 20 milliards de subventions à la sidérurgie. Au contraire, tout a été fait pour présenter la situation comme le fruit « des hommes d'avant mai 81 avec leur plan de casse » ***et pour faire de Pompey un problème spécifique sans mettre en avant aucune exigence précise. Alors qu'il serait nécessaire d'engager une action politique de tous les sidérurgistes, les syndicats se contentent de clamer*** « sidérurgistes oui, chômeurs non », ***ou encore :*** « Il faut de l'acier lorrain ». ***A aucun moment le gouvernement n'a été mis en cause. Tout cela, un certain nombre de manifestants l'ont ressenti comme une faiblesse et l'ont vertement fait savoir aux syndicalistes. En affirmant*** « que si la droite avait été au pouvoir, ils n'auraient pas eu la même attitude et que la journée aurait eu une tout autre ampleur ».

Amertume donc, après cette journée, mais pas résignation. A Pompey, ce n'est pas encore fini.

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

• CENTRE HOSPITALIER SPECIALISÉ ESQUIROL (LIMOGES)

La grève continue

Cela fait bientôt deux semaines que nous sommes en grève au Centre hospitalier spécialisé Esquirol. La grève a débuté pour exiger l'embauche de personnel indispensable pour appliquer la réduction du temps de travail et la réouverture de l'école d'infirmiers.

Chaque jour, nous faisons deux assemblées générales où nous nous retrouvons à plusieurs centaines. Et nous sommes nombreux à prendre la parole et à y donner notre avis.

Aux piquets des différentes portes, il y a toujours eu du monde et de l'ambiance. A celui « des Malouines » (surnommé ainsi car c'est celui qui est le plus éloigné de l'entrée principale), nous avons attendu de pied ferme « les Anglais » (non-grévistes) qui, là, n'ont pas osé tenter « un débarquement ».

Nous avons aussi manifesté trois fois, à plusieurs centaines, dans les rues de Limoges.

On a vu aussi bien des choses nouvelles à l'hôpital : un directeur qui habite à l'intérieur a été obligé de garer sa voiture dehors, de partir en week-end les valises à la main ; un médecin a sauté une grille pour ne pas aller chercher un bon d'entrée au piquet.

Et comme nous assurons les soins et les services, nous avons fait des découvertes intéressantes : à la Lingerie, des quantités considérables de draps et de chemises pour grabataires sont stockées alors qu'on nous les rationne.

Et pour une fois, la Pharmacie fonctionnait sans aucun problème.

Tout le monde s'est rendu compte que nous sommes capables de prendre nos affaires en main et de faire fonctionner l'hôpital sans toute l'administration.

Vendredi 25, les responsables syndicaux ont été reçus au ministère de la Santé. La réponse du ministère est arrivée mardi : impossible d'augmenter les effectifs à Esquirol.

Mais cette grève, qui met donc en cause le gouvernement de gauche qui refuse de débloquer des crédits, a gêné bien du monde. Après la réponse du ministère, mercredi, le président du Conseil général socialiste et un conseiller général communiste sont venus essayer d'excuser le gouvernement... et se sont fait envoyer promener. Et bien des personnalités locales de gauche ont dénoncé « le caractère ambigu de la grève »...

Après ce refus du ministère, la majorité des grévistes a décidé en assemblée générale, mercredi après-midi, de négocier au Conseil d'administration la diminution du temps de travail sans création de postes et le paiement des heures de grève.

En attendant les résultats de ces négociations, la grève continue. Les grévistes sont toujours décidés et ont bon moral. Certes, le ministère n'a pas cédé mais déjà bien des choses ont changé à Esquirol.

Correspondant LO

• USINOR (DUNKERQUE)

La direction veut imposer le silence

Dans notre journal du 19 juin, nous avons relaté l'accident de l'aciérie 2, où deux ouvriers sont morts brûlés par de l'acier en fusion et quatre autres blessés.

Suite à cet accident, les syndicats se sont posé de multiples questions pour en élucider la cause et ont fini, tout comme la direction, par porter plainte contre X.

Seul, le SLT, Syndicat de Lutte des Travailleurs (formé à l'initiative de militants d'extrême-gauche et non reconnu par la direction) attaquait nommément la direction en justice. La responsabilité de la direction ne faisait en effet aucun doute dans cet accident.

Là-dessus, la CFDT et la CGT demandent l'irrecevabilité de la plainte du SLT sous prétexte que ce syndicat n'est pas représentatif. Quant à la direction, elle engage une procédure de licenciement contre le représentant du SLT. Prétexte : interruption du travail sans motif valable et obstruction au travail. Il s'agissait d'un mouvement de grève !

En réalité, la direction d'Usinor ne tolère pas que des ouvriers dénoncent clairement sa responsabilité dans l'accident du 4 juin. Elle s'attribue le droit de faire mourir des ouvriers uniquement pour ses profits et prétend ensuite licencier ceux qui protestent.

Il y a deux ans environ, elle avait déjà tenté de licencier ce travailleur alors qu'il était délégué du personnel. En vain.

Cette fois encore, il n'est pas dit qu'elle ait le dernier mot.

Correspondant LO

• RENAULT

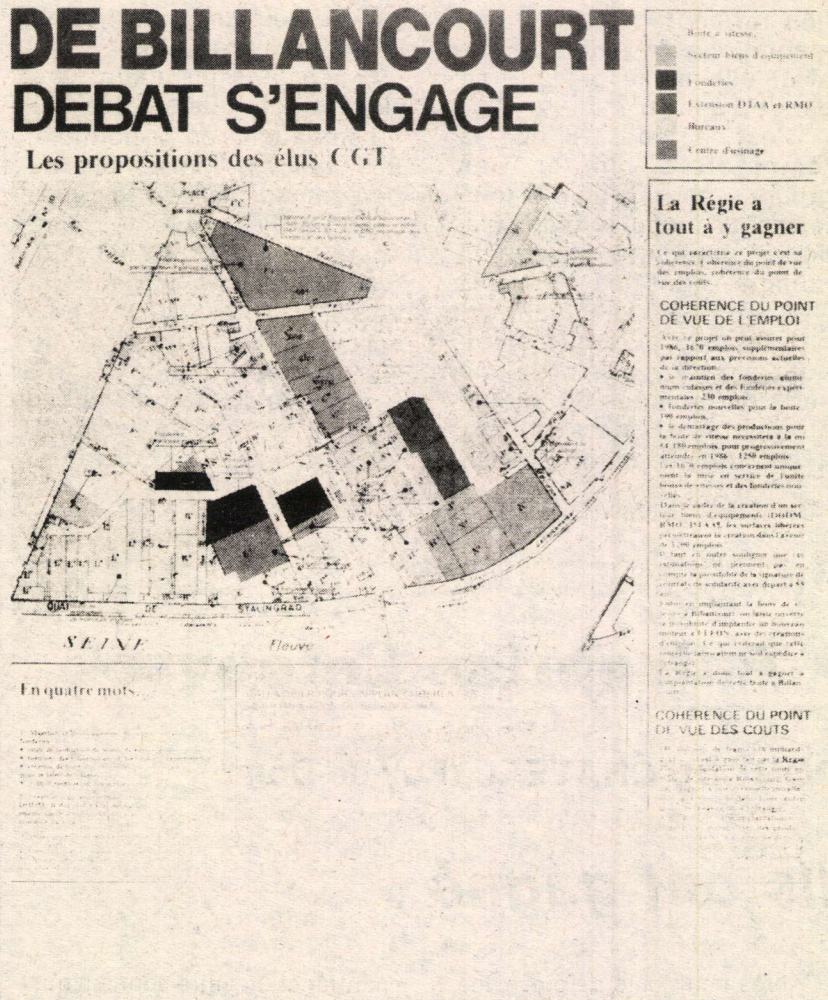
Les projets de la CGT à Billancourt : Mise en boîte

A Billancourt, on ne peut pas dire que la politique d'austérité instaurée par le gouvernement de gauche ait jusqu'à présent soulevé un tollé syndical. Il a fallu attendre plusieurs jours pour qu'après l'annonce de la dévaluation et des mesures prises contre les travailleurs, les syndicats prennent position. Pour la CGT, il fallait **« la rigueur, pas l'austérité ».** Quant à la CFDT, dans un premier temps, elle ne s'opposait pas au blocage des salaires.

Mais dans l'usine, donc, si aucun syndicat n'envisage pour l'instant de riposte, même limitée, la CGT fait quand même toute une propagande dans l'usine en présentant des maquettes exposition et en diffusant un tract en couleurs — dont nous reproduisons des extraits — sur **« l'avenir de Billancourt »**, bilan de son activité au CE et présentant sa solution au problème de l'emploi. Pour elle, tout peut s'arranger avec la fabrication à Billancourt de boîtes de vitesses. Tout est prévu : les emplacements des ateliers, ce que cela coûterait à la Régie, ce que cela lui rapporterait, même la capacité de production journalière de 2 500 boîtes de vitesses. La CGT, bonne conseillère vis-à-vis de la direction, estime même que son projet permettrait **« un gain par rapport à une éventuelle installation à Cléon ou dans toute autre usine en France ou à l'étranger ».** Elle a même prévu un calendrier des travaux avec commencement en octobre 1982 et fin en septembre 1985 !

Il y a quelques années, nous avions eu droit au même son de cloche : au moteur populaire, seul remède pour tirer Billancourt de la crise. Aujourd'hui, c'est une boîte à vitesses. Le changement quoi ! En fait, toute cette propagande est plutôt perçue dans les ateliers comme une curiosité, voire une attraction. Les travailleurs estiment peut-être que la boîte mène à tout à condition d'en sortir ! La direction, quant à elle, nous mijote l'austérité !

Correspondant LO



ECHOS DES ENTREPRISES

Vous avez dit « fumiers ? »

Jeudi, en cours de matinée, la grève éclatait au Bas-Meudon, la quasi-totalité du personnel y a participé. Cette grève s'est poursuivie vendredi pendant toute l'équipe.

Le mouvement s'est déclenché pour protester contre la sanction mise à un délégué du personnel. Ce délégué était intervenu à la demande des travailleurs auprès des gardiens du Bas-Meudon pour qu'ils cessent de bloquer la sortie des équipes. A cette porte, certains gardiens se conduisent comme des gardes-chiourme, multiplient les tracasseries ou les fouilles, surtout ces derniers temps. D'ailleurs, à plusieurs reprises, les travailleurs ne s'en sont pas laissé conter et les gardiens ont dû céder le passage.

Chefs de zones et gradés ont donc voulu se venger de cet affront à leur autorité en accusant le délégué de les avoir traités de « fumiers » et de « bandes de vaches ». L'auteur du rapport doit trouver ces mots à son goût, car il les a inventés de toutes pièces. Ce qui est pire encore que le comportement des gardiens, c'est celui de la direction qui utilise les mensonges de ses sbires pour sanctionner un délégué.

Gardiens et direction ont eu la réponse méritée : la grève massive de tout le personnel du Bas-Meudon.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Renault-Billancourt (île Seguin).**

Ils nous cassent les fouilles

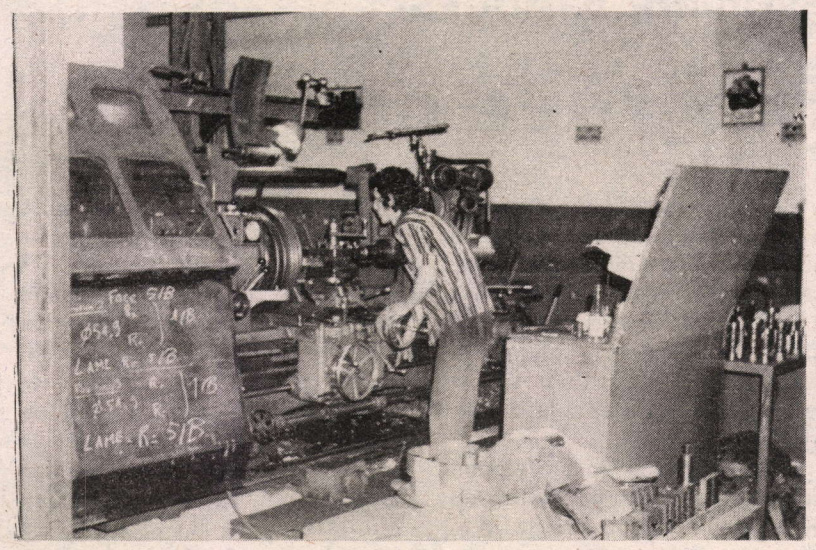
Depuis quelques jours, les fouilles se multiplient aux sorties.

Cela fait toujours plaisir de passer pour un voleur après la journée de travail.

Nous connaissons une fouille qui serait plus rentable : les coffres-forts de ceux qui, tous les jours, capitalistes, banquiers et autres spéculateurs, nous volent.

Alors, les fouilles, ça suffit ! Que les gardiens ne s'étonnent pas si, du jour au lendemain, on devient sourd.

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière **Massey-Ferguson (Marquette-lez-Lille).**



• A la L.F.M.-UNELEC

(VIERZON)

Grève avec occupation contre l'austérité de gauche

A partir du lundi 13 juin, les discussions allaient bon train sur les mesures d'austérité prises par le gouvernement. Bon nombre se demandaient dans les ateliers si la direction reviendrait sur les augmentations de juillet qu'elle avait elle-même prévues en début d'année.

C'est le jeudi 16 que la température monte. Des groupes, partis d'un peu tous les coins, font le tour des ateliers, entraînant le plus grand nombre, dont les délégués CGT et CFDT qui prennent alors la tête du mouvement. Vont alors se succéder une série de montées au bureau du patron et d'assemblées générales. Le patron ne veut rien céder mais annonce une réunion exceptionnelle du CE pour le lendemain 10 heures.

L'initiative d'occuper l'entreprise est prise alors par les délégués et certains travailleurs présents.

A 5 heures du matin, des piquets sont mis en place et à l'embauche de la normale, à 7 heures, l'ensemble du personnel trouve porte close.

Le P-DG et le directeur font appel à un huissier, qui relève les noms de ceux qui veulent travailler : une soixantaine sur 320 travailleurs au total.

Et jusqu'au mercredi 23 au matin, l'usine reste occupée, surmontée d'un drapeau rouge et couverte de pancartes réclamant les 4 % de juillet et affirmant : *« Non à l'austérité ».*

C'est le 23 au matin qu'intervient un double vote. Les sections CGT et CFDT font voter sur la poursuite du mouvement : 105 contre, 96 pour et 4 nuls. La direction procède elle aussi à une consultation, avec huissier et isoloirs installés devant l'usine : 143 pour l'ouverture des portes et 16 contre, les syndicats ayant boycotté le vote.

Les portes vont être réouvertes à 13 heures et le P-DG annonce qu'il donne 1,5 % avancés au 1er juin aux 200 personnes présentes (grévistes et non-grévistes mêlés).

65 grévistes font alors le tour de l'usine après une assemblée : des slogans sont scandés.

En tout cas, le blocage des salaires n'est pas passé comme une lettre à la poste à l'UNELEC.

Correspondant LO

• Entreprise Lefebvre

PONT-DU-CHATEAU (Puy-de-Dôme)

Ils ont gagné

Après neuf jours de grève, les travailleurs de chez Lefebvre à Pont-du-Château, près de Clermont-Ferrand ont gagné !

Ce qui avait provoqué le coup de colère était la baisse de 600 F à 800 F des salaires pour les mensuels après la baisse des heures de travail. Eh bien, la patron maintient les salaires antérieurs à la nouvelle base de mensualisation.

Il propose aussi 22 nouvelles mensualisations sur la base de 46 ou 48 heures.

Les frais de transport entre un chantier et un autre sont maintenant remboursés selon le tarif de l'*Auto-Journal,* ce qui fait trois fois plus que les anciens tarifs, ceux de la SNCF. Ils s'appliquent aussi dorénavant pour les déplacements des délégués.

Et les 15 jours de grève sont payés.

Les travailleurs d'un autre secteur Lefebvre à Clermont-Ferrand ont fait une journée de grève en solidarité. Eux aussi réclament des mensualisations, et préparent la grève à leur tour. Alors, à suivre !

ERRATUM

Dans notre article ***« La CGT à la veille du 41e Congrès »*** *du n° 732, nous avons écrit par erreur que, à Renault Billancourt,* ***« la CFDT devenait, sur le plan électoral, la première organisation syndicale de l'entreprise ».*** *En réalité, ce n'est que dans certains secteurs de l'entreprise — deux secteurs de l'île Seguin, la Mécanique et la Sellerie —, que la CFDT est devenue majoritaire aux dernières élections, comme nous l'écrivions dans le numéro 713 de* ***Lutte Ouvrière.***

Par contre, sur l'ensemble de Billancourt, la CGT reste majoritaire au premier collège du CIB (Centre Industriel de Billancourt) avec plus de 62 % et la CFDT minoritaire avec 25 %.

• Carbone-Lorraine — GENNEVILLIERS (92)

Conflit entre les travailleurs et le Comité d'entreprise à propos d'une indemnité de vacances

Un conflit peu ordinaire se déroule en ce moment à l'usine Carbone-Lorraine de Gennevilliers. Il oppose les travailleurs, plus spécialement les ouvriers des ateliers de production, en majorité immigrés, au Comité d'entreprise.

Ces travailleurs réclament le maintien d'une indemnité vacances de 180 F par enfant, que le Comité d'entreprise versait tous les ans en juin, et qu'il a décidé cette année de supprimer.

C'est en décembre dernier que le Comité d'entreprise, géré par la CGT et la CFDT, avait pris cette décision, sans d'ailleurs consulter ni informer personne. La nouvelle s'était tout de même répandue, et les travailleurs avaient exprimé leur désaccord.

Les syndicalistes qui gèrent le Comité d'entreprise expliquent que, s'ils ont décidé de supprimer l'indemnité, c'est que, le budget du CE étant en stagnation à cause de la baisse des effectifs de l'usine, ils étaient bien obligés de faire un choix. Et ils estiment, disent-ils, qu'il est plus utile de promouvoir des colonies de vacances que de verser une allocation.

L'argumentation du Comité d'entreprise passe d'autant plus difficilement qu'à l'usine tout le monde sait que le Comité d'entreprise dispose de plus de 120 millions de centimes de réserve, alors que le versement de l'indemnité de vacances ne lui coûterait que 13 millions. Quant aux colonies de vacances, elles rencontrent peu de succès et les places réservées par le Comité d'entreprise sont loin d'être remplies.

En plus du fait de ne pas avoir été consultés, ce qui a choqué le plus les travailleurs, dans le choix effectué par le Comité d'entreprise, est que celui-ci lèse surtout les plus défavorisés : ceux qui touchent les plus bas salaires et n'envoient souvent pas leurs enfants en colonie, et les travailleurs immigrés qui n'ont pas leurs enfants en France.

C'est au début de l'été, au moment où cette allocation aurait dû être versée, que l'affaire a rebondi. Début juin avaient lieu les élections au Comité d'entreprise : le jour même du vote, les travailleurs immigrés décidaient de boycotter les élections, pour protester contre cette suppression. le quorum dans le collège ouvrier n'était atteint que de justesse : le pourcentage des votants, qui était de 82,8 % en 1980, passait à 55,5 %. La CFDT, qui ces dernières années bénéficiait de la plus grande partie des voix des immigrés de l'usine, a du coup le plus perdu de voix dans ce collège. Sa progression dans les autres collèges lui faisait malgré tout prendre la majorité au Comité d'entreprise, jusque-là détenue par la CGT. Mais la CFDT a gardé sur ce problème la même position que la CGT.

La semaine suivante, après deux réunions avec la CFDT, dont une assez houleuse, une pétition circula dans toute l'usine recueillant 200 signatures. Cette pétition partit des ateliers de Fabrication, à l'initiative des travailleurs immigrés.

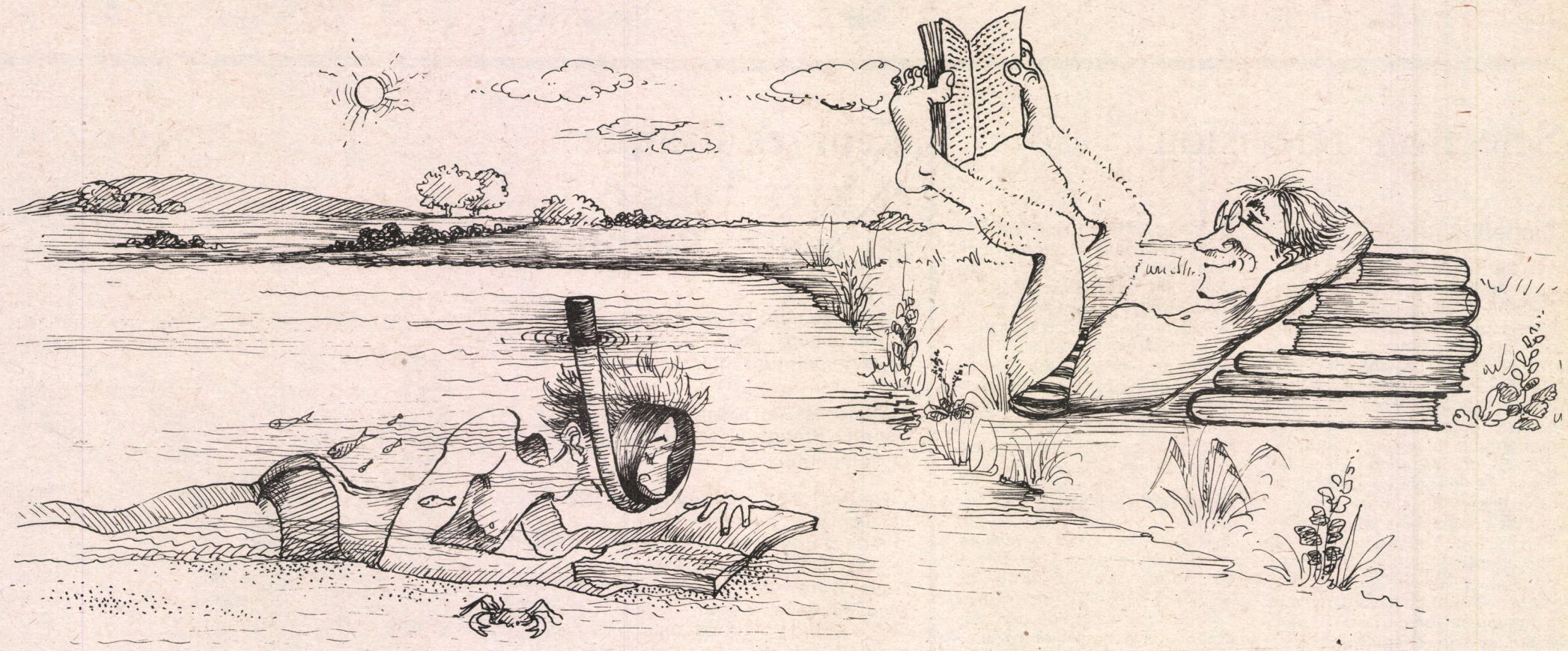
Mercredi 23 juin, une trentaine de travailleurs allèrent porter cette pétition aux élus du Comité d'entreprise. Deux jours plus tard, ceux-ci rendirent leur réponse : refus catégorique de rétablir cette indemnité. Les travailleurs immigrés réagirent avec colère contre les syndicats. Et mardi 29 juin c'est un secteur, la Fabrication, qui débrayait, entraînant quelques travailleurs d'autres ateliers, et une quarantaine de travailleurs se rendaient à la direction déclarer qu'ils exigeaient le paiement de cette prime. Patron ou Comité d'entreprise responsable, cela ne les regardait pas : cette prime figurait sur leur feuille de paie l'an dernier, elle devait y être aussi cette année.

Ce conflit entre travailleurs et syndicalistes qui gèrent le CE est bien révélateur de la situation dans laquelle se placent ces derniers en choisissant de gérer les miettes que donne le patron sous forme d'aide sociale : les voilà en train de gérer la pénurie, de décider eux-mêmes des restrictions. Les voilà surtout montrant leur profond mépris de l'avis des travailleurs.

Et le fait qu'un bon nombre de travailleurs comptaient vraiment sur cette prime de 180 F par enfant, pour compléter leur budget de l'été, est aussi révélateur de la faiblesse des salaires. Car c'est surtout là qu'est le vrai problème.

Correspondant LO

Des livres pour les vacances



Voici une sélection de quelques livres dont nous avons publié les critiques durant l'année écoulée et qui nous ont semblé être de bonne compagnie pour les vacances :

DES ROMANS

MISSING, de Thomas Hauser, Ed. Ramsay, 260 pages, 70 F. — De ce livre a été tiré le dernier film de Costa-Gavras. Il retrace les circonstances dans lesquelles un jeune journaliste américain a « disparu » au Chili, quelques jours après le coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, et montre aussi bien la participation de la CIA au coup d'Etat que la répression qui s'ensuivit.

LA MONTAGNE AUX CHACALS, de Malek Guary. Ed. Garnier, 217 pages, 50 F. — L'itinéraire d'un jeune Algérien entre 1940 et 1945 qui, semblable à bien d'autres, va servir de chair à canon dans l'armée française.

LE PONT AUX TROIS ARCHES, d'Ismaël Kadaré, Ed. Fayard, 42 F. — 1377, l'Albanie vit encore à l'ère de ces légendes que les troubadours colportent de village en village, et où les chevaliers d'industrie maquillent leurs mauvais coups en leur donnant des apparences de faits légendaires.

AVRIL BRISÉ, d'Ismaël Kadaré, Ed. Fayard, 59 F. — En Albanie, au début du XX[e] siècle, on est à l'aube où deux civilisations vont se heurter. L'une vit encore selon de sombres coutumes. Un livre qui décrit un monde déroutant et pourtant si proche de nous dans le temps.

PARC GORKI, de Martin Cruz-Smith, Ed. Robert Laffont, 60 F. — Un roman policier qui a pour arrière-fond la corruption des milieux dirigeants, moscovites comme américains.

UN POIGNARD DANS CE JARDIN, de Vaché Katcha. Ed. Presses de la Cité, 469 pages, 55 F. — Un roman qui se déroule à la veille du massacre des Arméniens par les Turcs (1915).

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE, de Gabriel Garcia Marquez. Ed. Grasset, 200 pages, 49 F. — Une description romancée de la vie d'un village de paysans en Amérique centrale.

JACMEL AU CRÉPUSCULE, de Jean Metellus. Ed. Gallimard, 73 F. — Comment vivent les privilégiés à Haïti.

YAKARE, de Oumar Dia et Renée Colin-Noguès. Coll. Actes et mémoires du peuple, Ed. Maspéro, 60 F. — Un livre vivant et passionnant qui montre la vie de certains villages pauvres du Sénégal, mais aussi le dépaysement et le bouleversement dans les coutumes que provoque l'exil en France, cet esclavage moderne.

QUARTIER D'HIVER, d'Osvaldo Soriano. Ed. Calmann-Lévy, 198 pages, 59 F. — Ce petit roman évoque l'Argentine d'aujourd'hui, l'Argentine des militaires, à travers une histoire qui mêle le comique et la dérision au tragique d'une situation.

L'ETINCELLE DE VIE, de Erich-Maria Remarque. Ed. Press-Pockett, 379 pages (réédition). — Le combat acharné d'un groupe de vétérans d'un camp de concentration, unis par une solide amitié et une solidarité sans faille, pour survivre, témoigner plus tard et ne pas se laisser écraser par la machine nazie.

L'ALLIANCE, de James A. Michener. Ed. du Seuil, 872 pages, 89 F. — La saga de l'Afrique du Sud, par l'auteur de **Colorado Saga.** La colonisation de l'Afrique australe par les Hollandais, sa prise en main par l'Angleterre, la constitution du peuple boer, l'esclavage et l'oppression des Noirs, qui ont abouti à l'Apartheid d'aujourd'hui.

DES TÉMOIGNAGES

LE PILLAGE DE L'AMAZONIE, de Jean Eglin et Hervé Théry. Petite Coll. Maspéro. — Une dénonciation du pillage de l'Amazonie, immense région du Brésil, sur laquelle se sont jetées de grandes firmes multinationales. Dans cette région du monde, des paysans continuent à se battre, y compris les armes à la main, contre les hommes de main des grandes sociétés et contre l'armée qui les soutient.

MÉMOIRES D'UN DISPARU, de Jacobo Timerman. — Témoignage sur la barbarie du régime argentin.

JAPON : L'ENVERS DU MIRACLE, de Kamata Satoschi. Ed. Maspéro, 45 F. — Les coulisses du « miracle japonais » : la surexploitation du prolétariat nippon, dénoncée par un journaliste qui est aussi un ancien ouvrier japonais.

LES APPELÉS, de Claude Klotz (alias Patrick Cauvin). Ed. J.C. Lattès, 250 pages, 55 F. — Un témoignage à la fois amer et chaleureux sur la vie des appelés en Algérie, qui ont découvert à 20 ans l'absurdité et la cruauté de la guerre d'Algérie et qui ont souffert et sont morts pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs.

LA TRAVERSÉE, de Mouloud Mammeri. Ed. Plon, 195 pages, 50 F. — Un témoignage sur l'Algérie dix ans après l'indépendance, avec ses nouveaux privilégiés, son sous-développement et les désillusions des militants qui avaient combattu le colonialisme français pour construire une société sans privilège et sans misère.

DES BIOGRAPHIES

JOHN REED, de Robert Rosenstone. Ed. Points Actuels, 594 pages, 30 F (réédition). — A travers la vie tumultueuse, passionnée, de John Reed et son engagement, toute une période d'intense agitation politique, un combat contre la guerre de 1914-1918 aux Etats-Unis et pour la Révolution russe.

JEAN JAURÈS, de Jean Rabaut. Lib. Acad. Perrin, 68 F. — Une biographie du tribun socialiste assassiné en 1914, mais aussi une description de la classe ouvrière et de ses luttes dans ces années-là.

DE L'HISTOIRE

SACHSO, par l'Amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen. Coll. Terre Humaine, Ed. de Minuit-Plon, 600 pages, 120 F. — Sachso, c'est le camp de concentration d'Oranienburg-Sachsenhausen. Des témoignages sur l'action des détenus français, mais aussi sur cette solidarité internationale qui exista entre certains détenus et qui contribua à leur survie.

LE TERRIFIANT SECRET, de Walter Laqueur. Coll. Témoins. Ed. Gallimard, 90 F. — Un livre qui montre comment les Alliés ont longtemps minimisé le génocide des Juifs dans les camps nazis.

INSURRECTION, de David Irving. Ed. Albin-Michel, 72 F. — Bien que l'auteur soit anticommuniste, un livre historique bien documenté sur l'insurrection hongroise de 1956.

LES RÉVOLTES DES CANUTS, de Fernand Rude. Petite Coll. Maspéro, 200 pages, 30 F. — Un témoignage et une analyse pénétrante sur les révoltes de 1831 et 1834 des canuts lyonnais (les ouvriers de la soie). Un livre qui aide à mieux connaître les débuts du mouvement ouvrier.

SUR LA POLOGNE :

GDANSK, LA MÉMOIRE OUVRIÈRE 1970-1980. Textes recueillis par Jean-Yves Potel. Ed. Maspéro, 240 pages, 55 F. — Textes et photos racontant l'histoire du mouvement ouvrier polonais de 1970. Récits, interviews permettent de mieux connaître, à travers les témoignages de ceux qui les ont vécus, les événements qui marquèrent la fin de l'année 1970 et sur lesquels bien peu de récits semblables ont été rapportés.

QUAND LES JOURNALISTES POLONAIS PARLAIENT. Textes traduits et présentés par Pierre Li. Ed. Megrelis, 415 pages, 68 F. — Des articles parus en Pologne d'août 1980 à décembre 1981. Une série d'interviews qui éclairent la condition ouvrière en Pologne avant août 1980. Le livre se conclut sur des commentaires de dirigeants de Solidarité et des membres du KOR qui expliquent les perspectives qu'ils voulaient tracer au mouvement.

LA GRÈVE, de Janusz Glowqcki. Ed. Olivier Orban, 221 pages, 59 F. — Un roman qui est aussi une description de la grève en Pologne : son déclenchement, son extension, les négociations. On retrouve les discussions, la détermination, le sentiment de solidarité des ouvriers polonais et de toute la population.

DE LA VULGARISATION SCIENTIFIQUE

PATIENCE DANS L'AZUR, de Hubert Reeves. Ed. du Seuil, Coll. Science ouverte, 300 pages, 76 F. — Une synthèse accessible qui fait le point de nos connaissances actuelles sur l'évolution de la matière ou de l'univers.

LE GRAND MASSACRE, d'Alfred Kastler, Michel Damien et J.C. Nouet. Ed. Fayard, 380 pages. — Le sort que l'industrie agro-alimentaire fait aux animaux d'élevage. Un témoignage impressionnant.

COSMOS, de Carl Sagan. Ed. Mazarine, 366 pages. — Ce beau livre illustré — mais cher ! — reprend les émissions que l'auteur a présentées à la télévision. Il aborde la plupart des grands problèmes de l'astronomie.

MUTATIONS : 71 FENÊTRES SUR L'AVENIR, d'Isaac Asimov. Ed. Stock, 212 pages, 52 F. — Un ouvrage d'anticipation, mais aussi de vulgarisation par l'auteur de la série de **Fondation.** Ce livre tourne autour de quatre grands thèmes : la prolongation de la vie, les techniques des ordinateurs, les problèmes de l'énergie et la colonisation de l'espace.

LA PRODIGIEUSE AVENTURE DES PLANTES, de J.M. Pelt et J.P. Cuny. — La question de l'évolution des plantes abordée d'une façon simple, claire, accessible à tous et, ce qui ne gâte rien, humoristique. A lire à la campagne ou en montagne, allongé parmi les fleurs, pour passer immédiatement aux travaux pratiques et retrouver dans la nature ce que l'on vient de découvrir par la lecture.

TELE

Sélection télévision

Samedi 3 juillet

14 h 25. TF1. Les grandes aventures de l'Himalaya. Emission de Maurice Herzog, pionnier de l'Annapurna. Qu'est-ce qui fait grimper les hommes ?
17 h 35. TF1. Le chevalier de Maison-Rouge. Dernier épisode.
20 h 35. A2. Messieurs les jurés. Avec l' « Affaire Tromse », cette dramatique télévisée évoque le procès de l'**Amoco-Cadiz,** la marée noire et les conditions de vie sur certains rafiots affrêtés par les compagnies pétrolières.
20 h 35. FR3. Théâtre : Le bavard imprudent de Goldoni. En direct de l'actuel Festival du Marais à Paris. **« C'était un bavard, mais il a finalement compris qu'il vaut mieux se taire et agir ! ».**
21 h 30. TF1. Lionel Hampton. Retransmission du concert du vibraphoniste de jazz donné par celui-ci pour ses 70 ans à l'hippodrome de Pantin, le 21 avril dernier.

Dimanche 4 juillet

20 h 35. A2. Yorktown, le sens d'une victoire. Le 28 septembre 1781, les insurgés américains obligeaient l'Angleterre à capituler : l'Amérique du Nord était indépendante.
20 h 35. FR3. Il était une fois : le pouvoir (3e émission). Comment le monde moderne détruit les structures des sociétés traditionnelles.
22 h 30. FR3. Film : **Prisonnier du passé** de Mervyn Le Roy (1943). Un amnésique, survivant de la guerre de 1914-1918, recommence sa vie, mais un nouveau choc lui fait retrouver le passé et oublier le présent.
22 h 40. A2. La folie ordinaire. Début d'une série de quatre émissions. Appuyée sur des séquences de fiction, elle veut illustrer quelques définitions psychiatriques. Aujourd'hui : la paranoïa.

Lundi 5 juillet

20 h 35. FR3. Film : **Les barbouzes** de Lautner-Audiard (1964) avec Mireille Darc, Lino Ventura, Bernard Blier et Francis Blanche. Parodie du film d'espionnage.
23 h 40. FR3. Le Ballet Kirov de Léningrad. Ballet **Paquita** et **Pas de Quatre** par quelques-uns des meilleurs danseurs russes actuels.

Mardi 6 juillet

18 h 20. TF1. La malle de Hambourg. Rediffusion, un jour sur deux, de ce feuilleton policier en huit épisodes. Une occasion de retrouver l'acteur Raymond Bussières, décédé le 29 avril dernier.
20 h 35. TF1. La quadrature du cercle. Pièce de théâtre de Valentin Kataïev. Créée à Moscou en 1926, cette pièce se moquait gentiment des travers de la vie soviétique : **« Changer d'époux, est-ce dans la ligne ? ».**
20 h 35. A2. Les Dossiers de l'écran sont consacrés au problème des jumeaux (75 millions dans le monde et un million en France).
20 h 35. FR3. La dernière séance. L'émission du chanteur-cinéphile Eddy Mitchell présente le célèbre western **Le train sifflera trois fois** (de Fred Zinneman, 1952, avec Gary Cooper et Grace Kelly. Un western où le thème de l'homme seul contre tous faisait discrètement allusion à la « chasse aux sorcières » qui battait son plein à Hollywood) et **La perle noire** de Richard Thorpe (1953). Film d'aventures maritimes avec Stewart Granger et Robert Taylor.

Mercredi 7 juillet

20 h 35. TF1. Les eaux mêlées. Adaptation télévisée du roman de Roger Ikor. Fuyant les pogroms, Yankel part s'installer à Paris. Une évocation de l'émigration juive dans l'entre-deux-guerres.
20 h 35. A2. Requiem pour un pigeon. Téléfilm policier américain avec Shelley Winters.
21 h 55. A2. Un homme dans la tourmente : Beyrouth. La vie quotidienne du croque-mort Haj-Ali qui, en dépit de sa situation dramatique, garde le sens de l'humour : **« Les morts, c'est plus peinard, et ça cause moins d'ennuis ».**
22 h 30. FR3. Encyclopédie audiovisuelle du cinéma. Les étonnants feuilletons de Louis Feuillade, **Fantomas** et **Les vampires,** tournés au jour le jour dans Paris. Et aussi les premières images de la guerre de 1914.

Jeudi 8 juillet

14 h. A2. L'accouchement aujourd'hui, avec notamment la participation du professeur Minkowski.
20 h 35. FR3. Film : **L'héritage** de Mauro Bolognini (1975) avec Anthony Quinn et Dominique Sanda. Dans un monde où tout se mesure avec l'argent, une jeune femme ambitieuse fait des pieds et des mains pour s'en procurer.
22 h 50. FR3. Encyclopédie audiovisuelle du cinéma : le comique Max Linder.

Vendredi 9 juillet

20 h 35. A2. Le Christ s'est arrêté à Eboli. La version en feuilleton télé du film de Francesco Rosi avec Gian-Maria Volonte. Elle compte quatre épisodes de 52 minutes. La version projetée dans les salles de cinéma était une version écourtée. Le film évoque la « villégiature » dans un petit village isolée d'Italie d'un intellectuel assigné à résidence par la dictature de Mussolini.
20 h 35. FR3. Le nouveau vendredi sur la Hongrie d'aujourd'hui.
21 h 35. FR3. Jean Giono. Evocation de l'écrivain pacifiste français, chantre de la Provence et des paysans et pionnier des auberges de jeunesse.
23 h. FR3. L'Encyclopédie audiovisuelle du cinéma est consacrée à Louis Feuillade, le père du feuilleton au cinéma et metteur en scène de **Fantomas, Judex,** etc.
23 h 10. A2. Film : **Une journée bien remplie** de Jean-Louis Trintignant (1973) avec Jacques Dufilho. Humour noir : un boulanger transforme le « jour du seigneur » en « jour du saigneur » en commettant neuf meurtres en un dimanche...

EXPOSITION

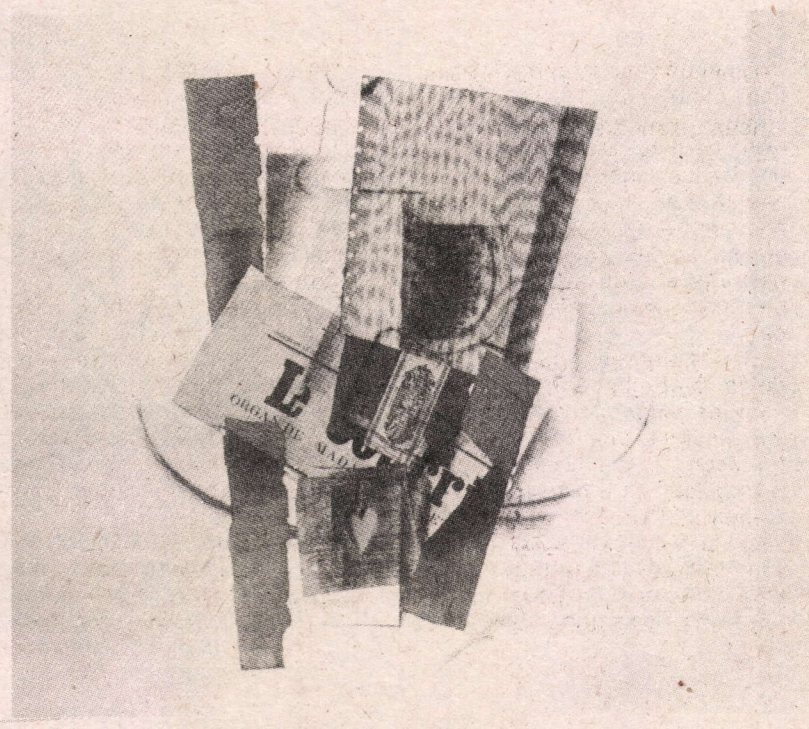
Georges Braque et Yves Tanguy au centre Beaubourg

Actuellement on peut voir à Beaubourg deux expositions de peinture intéressantes.

L'une est un hommage à Georges Braque, à l'occasion de son centenaire.

Né en 1882, Braque fait partie des peintres marquants du début du XXe siècle et qui, avec Picasso (avec lequel il travailla beaucoup), avec Matisse, Léger, Kandinski et bien d'autres aussi, a eu un rôle très important dans l'évolution de la peinture.

Cette exposition rétrospective nous ramène à l'aube du cubisme, dont Braque fut, avec Picasso, l'un des initiateurs et une figure marquante. On voit, dans cette exposition agréable à suivre, quelles recherches et quelles démarches ont abouti au cubisme, qui fut une façon de peindre en fragmentant et décomposant l'objet, dans le but de représenter autrement son volume, afin aussi d'en montrer simultanément toutes les facettes sur la toile plane et d'en donner ainsi une vision que l'œil ne peut saisir. L'exposition présente aussi des recherches et des tableaux postérieurs. Cette exposition qui se trouve au Musée national d'art moderne, au cinquième étage du Centre Georges-Pompidou, dure jusqu'au 27 septembre.

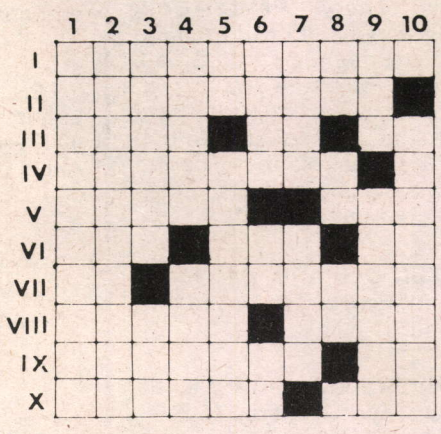


L'autre exposition est consacrée à Yves Tanguy. C'est une rétrospective de l'œuvre de ce peintre qui nous fait pénétrer dans le monde du surréalisme. Il y a là soixante-dix peintures, de nombreuses gouaches et des documents photos qui vont du début de la période surréaliste aux années 1950. On ne regrettera pas d'avoir vu les tableaux souvent inquiétants et toujours insolites de cet ami de Jacques Prévert et d'André Breton.

L'exposition du Musée national d'art moderne, au cinquième étage du Centre Beaubourg, dure aussi jusqu'au 27 septembre.

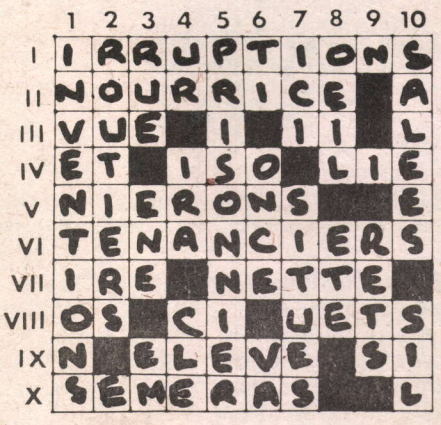
Ghislaine GAUTHIER

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Sujet de bonne aventure. II. Ecrits moralisateurs. III. Guide de l'âne. Ville de Chaldée. Relie. IV. Famille du gouet. V. Presque le pied. Première moitié. VI. Congé de père. Pour préparer la peau. Près de Dijon. VII. Drame à la japonaise. Mis à gauche. VIII. Canard hollandais. Il était souvent dans le vent. IX. Canalisations intérieures. Prénom phonétique. X. Retour de lame. Propre.

VERTICALEMENT. — 1. Il vous ferait avaler des couleuvres. 2. Technique pour agir sur les nombres. Glorifié. Roulent sur le tapis. 4. Arbre à huile. Ne sortent pas sans bruits. 5. Dans tous les mots. Mit à jour. 6. Gouffre. Actinium. Prise de bec. 7. Passe son temps en Normandie. Sans culotte. 8. Négation. Pronom. Prénom pas vraiment usuel. 9. Direction. Instrument de musique. 10. Mêlent des fils.



LIVRE

La vie quotidienne des paysans français au XVII[e] siècle

DE P. GOUBERT

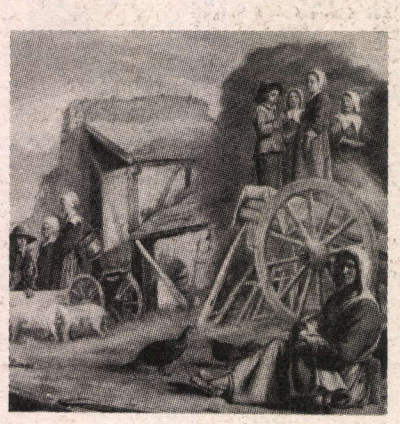
C'est un voyage parmi les paysans, à travers différentes provinces françaises, que nous offre ce livre. Dans ce royaume de France, encore divisé en de vastes domaines appartenant à des seigneurs, le lecteur découvre au fil des pages la vie des paysans, et plus largement la vie de tous ceux qui habitent la campagne.

Des Flandres aux Pyrénées, de la Bretagne à la Provence, l'auteur nous décrit par tableaux successifs les paysages, les cultures, les modes de vie, l'habitat, le mobilier, les travaux de la paysannerie. Il analyse ses rapports avec le seigneur, avec le curé, avec les autres habitants du village. Il décrit le travail de la terre, les conditions de vie des paysans pauvres qui ne possèdent rien, les journaliers ou les manouvriers comme on les appelait. Il évoque aussi la vie, plus confortable, des paysans plus riches, les fermiers du seigneur, ou celle des laboureurs qui eux pouvaient au moins louer la terre pour la cultiver.

Il nous raconte enfin les révoltes de paysans qui étaient nombreuses, révoltes contre le pain trop cher, révoltes contre les impôts trop lourds. C'était quelquefois de véritables armées de paysans qui partaient en chasse contre les collecteurs d'impôts, les « gabeleurs ».

Documenté, détaillé, ce livre offre un tableau intéressant sur la paysannerie au XVII[e] siècle.

Ghislaine GAUTHIER



La vie quotidienne des paysans français au XVII[e] siècle *de Pierre Goubert. Ed. Hachette. 313 pages. 65 F.*

OPÉRA BOUFFE

L'Ile de Tulipatan

d'Offenbach

PAR LE THÉÂTRE DU COLIBRI

Le grand Caccatois XXII, souverain de l'île de Tulipatan, a bien des malheurs : après avoir attendu son troisième enfant pour avoir un fils héritier, voilà maintenant son fils qui, en grandissant, manifeste de moins en moins de virilité et d'ardeur guerrière.

Chez le grand Sénéchal, Octogène Romboïdal, ce n'est pas la joie non plus. Il a lui une fille unique et s'en ferait apparemment une raison... si cette fille avait d'autres passions que le bruit, la bagarre, les fusils, et faisait montre d'un peu plus de féminité.

Les pères fulminent, mais les enfants s'aiment et, comme on ne tarde pas à s'en douter, tout finira par s'arranger.

Bref, une histoire complètement loufoque qui se prête à de nombreux quiproquos. Dialogues parlés et chantés, musique, danses se succèdent. L'humour d'Offenbach, allié à l'entrain de la jeune troupe du Théâtre du Colibri, provoquent souvent les rires et nous font passer un agréable moment de fraîcheur et de gaieté.

Philippe NATIER

Actuellement dans le cadre du Festival du Marais, au Théâtre Essaïon, 6, rue Pierre-au-Lard (derrière le centre Beaubourg) à 18 h 30. Places : 40 F, collectivités : 35 F, étudiants : 30 F.

A partir du 16 juillet au Théâtre de la Gaîté-Montparnasse.

FILM

Un matin rouge

DE JEAN-JACQUES AUBLANC

Le maire d'un petit village découvre, en 1981, quel est l'homme qui en 1943 a dénoncé aux Allemands et fait massacrer l'instituteur résistant et sa fille.

Plusieurs gamins, témoins de l'assassinat de l'instituteur par les soldats allemands, avaient fait le serment de retrouver l'auteur de la dénonciation et de le tuer.

Le maire faisait partie de ces gamins, mais quand il découvre enfin le coupable, 38 années se sont écoulées, et les auteurs du serment ont atteint la cinquantaine. Le maire, obsédé par le crime qu'il n'a jamais oublié, veut accomplir la vengeance et c'est dans ce but qu'il réunit les compagnons de sa jeunesse... Mais ceux-ci ne sont plus tous d'accord ! Ils en discutent longtemps... et théâtralement.

L'auteur du film a réussi à rendre cette discussion totalement creuse. Entre le désir des uns de ne pas oublier, et le désir des autres de ne pas faire payer à un homme mûr une saloperie de jeunesse, on ne se sent pas concerné. D'autant plus que ce débat artificiel a pour cadre un décor qui ne l'est pas moins, notamment une fête folklorique qui semble tout droit sortie d'une carte postale.

Bref, un film qui frise le ridicule... et arrive à l'atteindre.

Pierre VILMA

Sélection cinéma

Films récents...

LES ANNEES DE PLOMB.
de Margareth von Trotta.

Un film inspiré d'événements réels, sur l'Allemagne des années 1970 et l'emprisonnement des membres de la bande à Baader.

Studio de la Harpe 5[e] (vo). St-Ambroise 11[e].

DIVA.
de Jean-Jacques Beineix.

Un petit postier aux prises avec la passion musicale, des trafiquants, des espions et tout un monde marginal et coloré. Suspense et tendresse à la fois.

Movies les Halles 1[er]. Vendôme 2[e]. Panthéon 5[e]. Marignan 8[e]. Sept Parnassiens 14[e]. Les Acacias 17[e].

FITZCARRALDO.
de Werner Herzog.

Un aventurier un peu fou mais passionné d'opéra rêve de construire un théâtre lyrique aux portes de la forêt vierge. Pour se procurer l'argent nécessaire, il part à l'assaut de l'inquiétante forêt amazonienne en traînant avec lui un bateau à vapeur. C'est du beau spectacle... et de la mégalomanie.

Gaumont les Halles 1[er] (vo). Gaumont Ambassade 8[e] (vo). Montparnasse Pathé 14[e]. Kinopanorama 15[e] (vo). Calypso 17[e].

JACQUES BREL.
de Frédéric Rossif.

A partir de séquences filmées par F. Rossif durant ses tours de chant, un spectacle émouvant au cours duquel on réentend les chansons de Jacques Brel.

Forum Cinéma 1[er]. Publicis Saint-Germain 6[e]. Publicis Elysées 8[e]. Paramount Opéra 9[e]. Paramount Bastille 12[e]. Paramount Galaxie 13[e]. Paramount Parnasse 14[e]. Paramount Orléans 14[e]. Paramount Maillot 17[e].

MISSING.
de Costa-Gavras.

La disparition d'un journaliste américain lors du coup d'Etat de 1973 au Chili. Film basé sur des faits véridiques. Film bouleversant sur l'horreur de la dictature en Amérique latine, et sur la connivence des USA dans la préparation et la réalisation du coup d'Etat.

Gaumont Les Halles 1[er] (vo). St-Michel 5[e] (vo). Bretagne 6[e]. Odéon 6[e] (vo). Normandie 8[e] (vo). Caméo 9[e]. UGC Gare de Lyon 12[e]. UGC Gobelins 13[e]. Mistral 14[e]. Magic 15[e]. 14 Juillet 15[e] (vo). Paramount Maillot 17[e]. Clichy Pathé 18[e].

LA NUIT DE VARENNES.
d'Ettore Scola.

Le 21 juin 1791, il y avait du monde sur cette route de Varennes : le carrosse royal, la voiture de Casanova vieillissant et une diligence où se retrouvent mêlés malgré eux des représentants de tous les milieux sociaux, de toutes les tendances politiques qui se sont affrontées au cours des premières années de la Révolution française.

Studio de la Harpe 5[e]. Gaumont Ambassade 8[e]. Calypso 17[e].

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE.
de Daniel Vigne.

Le XVI[e] siècle truculent et gaulois dans un petit village de l'Ariège où l'on ne plaisante pas avec les capteurs d'héritage...

Quintette 5[e]. Paris 8[e]. Saint-Lazare Pasquier 8[e]. Athéna 12[e]. Montparnasse Pathé 14[e]. PLM Saint-Jacques 14[e].

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI.
de Jacques Rouffio.

Un homme abat, cinquante ans après, le nazi qui avait fait exécuter ses parents adoptifs.

Paramount Marivaux 2[e]. Paramount Odéon 6[e]. Paramount Mercury 8[e]. Paramount Galaxie 13[e]. Paramount Montparnasse 14[e]. Paramount Maillot 17[e].

... et moins récents

APOCALYPSE NOW.
de Francis F. Coppola.

La folie de la guerre du Vietnam.

Gaumont Les Halles 1[er] (vo). Hautefeuille 6[e] (vo). Montparnasse 83 6[e]. Ambassade 8[e] (vo). Français 9[e]. Nation 12[e]. Fauvette 13[e]. Gaumont Sud 14[e]. Wepler 18[e]. Secretan 19[e].

BANANAS.
de Woody Allen.

L'un des premiers films de W. Allen : les aventures loufoques d'un petit New-yorkais précipité dans une guérilla sud-américaine.

Paramount Odéon 6[e] (vo). Paramount Opéra 9[e]. Paramount Montparnasse 14[e] (vo).

HELLZAPOPPIN.
de H.C. Potter.

Le film burlesque à l'origine de beaucoup de gags d'autres films comiques.

Ciné Beaubourg Les Halles 3[e] (vo).

REDS.
de Warren Beatty.

L'histoire de John Reed et un petit peu celle de la Révolution russe.

George V 8[e] (vo).

GEORGIA.
d'Arthur Penn.

La vie de quatre adolescents dans l'Amérique du début des années 1960. Il y a loin de leurs rêves à la réalité.

Cluny-Ecole 5[e] (vo). Marbeuf 8[e] (vo).

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.

Une fiction sur la préhistoire de l'humanité.

Quintette 5[e]. Lucernaire 6[e].

RAGTIME.
de Milos Forman.

La société américaine et ses travers, en particulier son racisme, vus au début du siècle.

Bergère 9[e]. André Bazin 13[e] (vo). Ranelagh 16[e] (vo).

1900.
de R. Bertolucci.

Une longue fresque évoquant la montée du fascisme en Italie.

Boîte à Films 17[e] (v.o.).

BUTCH CASSIDY ET LE KID.
de G. Roy Hill.

Un des westerns les plus sympas. Les aventures de deux copains, pillant les banques de l'Amérique du Nord puis du Sud.

Daumesnil 12[e] (vo).

LES RAISINS DE LA COLÈRE.
de John Ford.

Des fermiers de l'Oklahoma, chassés de leurs terres, émigrent vers la Californie où ils trouveront la misère ; d'après le roman de Steinbeck.

Studio Contrescarpe 5[e] (vo).

CHRONIQUE DES ANNÉES DE BRAISE.
de M. Lakhdar Hamina.

Les prémices de l'indépendance algérienne.

Daumesnil 12[e] (v.o.).

LE LAUREAT.
de M. Nichols.

Une comédie dans laquelle Dustin Hoffman interprète un étudiant en rupture avec la bonne société.

Saint-Germain Village 5[e] (v.o.).

CABARET.
de B. Fosse.

Une évocation de la montée du nazisme en Allemagne dans les années trente, au travers d'un cabaret de Berlin.

Forum Cinéma 1[er] (vo). Action Christine 6[e] (vo). George V 8[e] (vo). Lumière 9[e]. Olympic 14[e] (vo). 7 Parnassiens 14[e] (vo).

Paris... ci la sortie !

Si pendant longtemps la Ville de Paris s'est caractérisée par un statut particulier qui n'a pratiquement pas bougé pendant deux siècles, elle va donc connaître deux réformes en moins de dix ans. De 1794 à 1977, Paris fut la seule ville de France qui n'était pas sous la responsabilité d'un maire. Avant 1977, elle était sous la responsabilité de deux préfets nommés par le gouvernement, le préfet de police et le préfet de Paris, les 90 membres du Conseil de Paris élus au suffrage universel n'ayant qu'un rôle délibératif. Une des raisons de ce statut particulier venait sans doute de la crainte que les masses populaires parisiennes, promptes à s'insurger — l'histoire l'a montré — se mobilisent plus facilement dans le cadre d'institutions communales.

La population de Paris étant de moins en moins populaire et la droite assurée, semble-t-il, d'une confortable majorité, le 31 décembre 1975, Giscard faisait voter une réforme de ce statut, prévoyant l'élection d'un maire par le Conseil de Paris, porté à 109 membres. Ce fut Chirac qui fut élu maire de la capitale lors des élections municipales de 1977. Plus que les attributions de maire, qui restaient limitées, c'est le tremplin politique que constitue la mairie de Paris qui intéressait Chirac, ainsi d'ailleurs que la gigantesque affaire financière à gérer que représente le budget de la capitale.

Chirac appelle à la mobilisation générale... pour garder sa place. (AFP)

C'est cela que Chirac craint de perdre avec la modification du statut de Paris. Le Conseil des ministres de mercredi dernier prévoit en effet la création de vingt municipalités, une par arrondissement. Il y aurait toujours un maire de Paris, élu au troisième degré par les représentants du Conseil de Paris, eux-mêmes élus par les conseillers municipaux d'arrondissement. Mais, *« le maire de Paris deviendra une sorte de président de communauté urbaine »* écrit *Le Figaro* du 1er juillet qui poursuit : *« Le président des Etats-Unis ou le chef de l'Etat soviétique ne feront plus de détours par l'Hôtel de Ville ».*

Quel drame !

Pierre CHAMBEY

Un ragot passe... La droite ramasse...

Grand branle-bas de combat ce mercredi 30 juin à l'Assemblée nationale : les députés de droite sont sortis, comme un seul homme, après que Mauroy ait refusé de répondre à leur interpellation et que Delors les ait traités de *« braillards fascisants ».*

Le motif de tout ce cirque ? La publication par l'hebdomadaire d'extrême-droite, *Minute,* d'une conversation qui aurait été surprise entre Ralite, ministre de la Santé et Henri Krasucki, secrétaire de la CGT, à propos de la réforme des conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale.

Minute aurait récupéré ces « fuites » grâce à un radio amateur. Remarquons en passant qu'il semble que cette conversation — si conversation il y a eu — ait été récupérée, en réalité par des moyens pas très légaux. Certains avancent l'hypothèse d'une écoute organisée directement par des collaborateurs de *Minute,* et d'autres, que cette bande aurait été transmise « grâcieusement » par des fonctionnaires de la police spécialisés dans la table d'écoute, histoire de glisser une peau de banane supplémentaire sous les pieds du gouvernement.

Quant au contenu de la fameuse discussion téléphonique, il n'y a vraiment pas de quoi fouetter un chat. Nous avons la preuve, affirment *Minute* et la droite, que la CGT donne des ordres aux ministres communistes. Parler d'ordre donné à Ralite par Krasucki est proprement ridicule, et d'une mauvaise foi comme sait en faire preuve la droite, qui, décidément, ne donne pas dans la finesse. Ou alors elle vient seulement de découvrir que Ralite est communiste et Krasucki aussi, et qu'ils savent se servir d'un téléphone.

Et puis, il n'y a quand même rien de choquant, au contraire à ce qu'un ministre communiste s'entretienne avec un dirigeant syndical sur un problème qui, de surcroît, le concerne. Et la droite n'a jamais protesté quand les ministres, en particulier leurs petits copains des gouvernements Chirac ou Barre, consultaient directement, avant de prendre leurs décisions, les patrons des grosses sociétés. Non. La droite n'est choquée que par les coups de téléphone des ministres aux syndicats.

En réalité, cette affaire a été à nouveau l'occasion pour les députés de droite de faire leur petit numéro anti-communiste habituel. Un numéro désormais classique : on ramasse un ragot et on essaie de l'exploiter. Ainsi, Madelin, UDF, s'est mis à brailler contre la CGT qui soi-disant *« télécommande certains de ceux qui siègent au gouvernement »,* ajoutant cette fois contre Nicole Questiaux, *« Madame Questiaux partie, reste-t-il d'autres ministres socialistes qui renseignent le Parti Communiste ? ».*

Et comme Mauroy a refusé de répondre, en signe de protestation la droite a quitté l'hémicycle. De ce côté-là, il n'y a pas grand-chose à regretter, car des députés de plus ou de moins à l'Assemblée, ce n'est pas cela qui change grand-chose. Pour ce à quoi ils servent...

Pierre VILMA

Délestage ministériel

Faut pas pousser !... (AFP)

Le mini-remaniement ministériel du mercredi 30 juin a donc entériné le départ de Nicole Questiaux, ex-ministre de la Solidarité nationale et la rétrogradation de Jean Auroux, ex-ministre du Travail. C'est-à-dire les deux ministres « sociaux » de l'équipe gouvernementale. Voilà sans doute qui fera plaisir aux patrons ! Ce serait dans la ligne de l'austérité.

Si l'on en croit *Le Figaro,* Nicole Questiaux serait devenue *« l'incarnation du laxisme en matière sociale »* et symboliserait, dit aussi *Le Matin, « la période faste des largesses sociales »* (Tiens ! Il aura fallu qu'elle s'en aille pour qu'on le sache.).

Quant à Jean Auroux, on ne lui pardonne pas sa « charte des droits des travailleurs ». Même si elle n'amenait pas grand bouleversement dans les entreprises, c'en était encore trop pour les syndicats patronaux.

L'autre ministre qui s'en va, est Pierre Dreyfus, ex-P-DG de Renault et ex-ministre de l'Industrie. Mais là, pas de surprise. C'était prévu depuis un an.

Quant aux nouvelles promotions, ce sont deux ministres déjà en place qui en profitent. Chevènement cumulera les postes de ministre de l'Industrie et de ministre de la Recherche, mais ne fera qu'un seul et même travail : distribuer des milliards d'aides et de subventions aux industriels.

Et Pierre Beregovoy, l'ami très proche de François Mitterrand, se verra confier à la fois le ministère des Affaires sociales et celui de la Solidarité nationale afin de mieux exprimer, comme le dit un journaliste des *Echos* la volonté du gouvernement socialiste de faire une *« solidarité plus responsable et plus restrictive »,* (traduisez des économies sur le dos de la population laborieuse, bien sûr).

Bref, le déplacement de deux ou trois ministres aura permis à toute la presse de faire du bruit sur les mesures d'austérité nécessaires à la politique de Mauroy. A cette occasion, on nous rappelle qu'il faut s'attendre à encore plus de restrictions, à encore plus de sacrifices.

Une petite mise en condition, en quelque sorte...

Anne GARBE

Mauroy et Marchais : comme larrons en foire

Jeudi 24 juin, à la fin de la session parlementaire, Pierre Mauroy recevait les députés dans les jardins de Matignon. Petits fours, petits verres, ambiance détendue malgré l'austérité. Et à la faveur de cette décontraction, Mauroy et Marchais ont devisé et même — rapporte *Le Monde* du 26/6 — aimablement plaisanté.

A propos des différentes mesures de blocage, Marchais a tenté d'expliquer à Mauroy qu'il aurait pu parvenir à ses fins sans recourir à la voie autoritaire... Puis on a parlé football, Mauroy a plaisanté Marchais, à ce propos, en lui disant qu'un renfort de joueurs polonais ne nuirait pas à « son » équipe de Lille. En retour, Marchais a taquiné Mauroy en lui prêtant l'arrière-pensée de voir la situation s'aggraver en Pologne. Cette réponse était « pour rire » rapporte toujours *Le Monde.* Puis Marchais a regretté que la date des élections en Corse ait été fixée au 8 août. *« On fait un échange »* a proposé alors Mauroy désopilant : *« Je modifie la date des élections et vous, vous dites oui au blocage des salaires ».* Il paraît que ça a fait rire Marchais... Et, pour finir, Mauroy aurait promis à Marchais qu'à Talbot, le gouvernement ferait une exception si un accord était conclu entre grévistes et direction sur une augmentation des salaires. On ne sait pas si l'annonce de oette « fleur » faite à Marchais était aussi « pour rire » ou si Mauroy avait un verre de trop quand il a parlé de Talbot, mais un démenti a vite suivi la publication de ces propos par *Le Monde* qui, quant à lui, maintient son récit.

Enfin, visiblement, ça marche quand même très fort entre Marchais et Mauroy. Dans le dos des travailleurs polonais ou des salariés français « bloqués », ils débloquent dur et s'amusent bien. Merci pour eux !

F.F.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46-450.